

OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO

6 JANVIER 2023

En résumé



Tendances clés des économies illicites et des conflits en 2022.

En Afrique de l'Ouest, on sait que les économies illicites sont étroitement liées aux dynamiques de conflit et d'instabilité. Mais quelles sont les économies illicites les plus importantes à prendre en compte lorsqu'on analyse l'impact du crime organisé sur les conflits et l'instabilité ? Et quelles sont les principales tendances en 2022 ? Cet article examine le développement de trois économies illicites qui jouent un rôle clé dans la dynamique d'instabilité, tant armée que politique, dans la région. Tout d'abord, la diffusion géographique des enlèvements avec demande de rançon est analysée. Ensuite, en ce qui concerne le paysage politique, nous examinons comment le trafic de cocaïne, qui semble se développer dans toute la région, a croisé la politique en 2022 et semble prêt à poursuivre cette trajectoire en 2023. Enfin, nous nous intéressons au commerce illicite de l'or, en nous concentrant particulièrement sur les réponses des États à cette économie illicite.



Avec des changements clés dans la dynamique ancrée en 2022, le vol de bétail devrait rester une menace majeure au Nigeria et au Mali en 2023.

Ces dernières années, la dynamique des vols de bétail au Nigeria et au Mali a connu des changements importants. Si, au Nigeria, les États du nord restent les plus touchés par le vol de bétail, une économie illicite qui constitue depuis longtemps une source de financement importante pour les organisations extrémistes violentes, les bandits armés et les milices ethniques, plusieurs États du sud du pays ont vu le nombre d'incidents de vol de bétail croître depuis 2018. En outre, plusieurs facteurs de risque associés aux pics de vols de bétail survenus dans le passé dans le nord - à savoir l'intensification de la concurrence et des tensions entre les éleveurs et les communautés agricoles - sont de plus en plus présents dans le sud-ouest. Pendant ce temps, dans le centre et le nord du Mali, le vol de bétail a augmenté depuis le début de l'année 2022, et il existe des signes clairs que cela demeurera un élément central dans les stratégies de financement et de gouvernance des groupes armés tout au long de 2023.





Le JNIM a consolidé sa présence dans le Sahel central en 2022, mais 2023 mettra à l'épreuve sa crédibilité en tant que fournisseur de gouvernance alternative.

Après avoir consolidé sa présence dans la majeure partie du Sahel central, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), s'est désormais fermement établie comme l'acteur armé non étatique dominant dans le conflit régional. Tout au long de l'année 2022, le groupe JNIM a continué à exploiter avec succès les économies illicites comme moyen de s'assurer le soutien des communautés locales. Mais malgré des avancées notables dans les zones septentrionales des États côtiers d'Afrique de l'Ouest, le groupe n'a pas encore réussi à remplacer l'État en tant que principal fournisseur de gouvernance, ce qui l'a amené à recourir davantage à la violence contre les civils comme moyen de contrôler la population. Si le groupe JNIM parvient à évincer les acteurs étatiques de certaines régions du Bénin en 2023, il sera en mesure d'offrir des avantages plus tangibles aux résidents locaux et aura donc plus de chances de s'imposer comme un fournisseur de gouvernance crédible.



Les intérêts militaires, mercenaires et criminels de la Russie en Afrique de l'Ouest ont augmenté en 2022 et semblent devoir se développer en 2023.

Les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont remodelé son engagement en Afrique occidentale : Les sanctions occidentales ont eu un impact perturbateur sur les entreprises russes sur le continent, alors que, dans le même temps, l'engagement en Afrique est devenu plus important d'un point de vue stratégique pour la Russie dans son nouvel état d'isolement politique et économique. Le groupe Wagner, une organisation mercenaire, est rapidement devenue la forme la plus influente de l'engagement russe en Afrique. Fin janvier 2023, le gouvernement américain a annoncé qu'il allait désigner le groupe Wagner comme une 'organisation criminelle internationale'. Comme le montrent les enquêtes sur les activités de Wagner, le groupe est profondément, et semble-t-il de plus en plus, impliqué dans les économies illicites, notamment la contrebande de ressources minérales telles que l'or. Plusieurs pays d'Afrique occidentale et centrale pourraient constituer un terrain fertile pour l'expansion potentielle de Wagner, tant militaire qu'économique, en 2023.

À PROPOS DE CE NUMÉRO

L'année 2022 a été tumultueuse pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. La région a été frappée par une importante crise du coût de la vie, due en grande partie aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que par des manifestations de masse dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest en réaction, entre autres, à ladite crise. Alors que les citoyens sont frappés par des niveaux d'inflation record, qui nuisent aux opportunités économiques formelles, les économies illicites restent des sources cruciales de moyens de subsistance.

Les conflits et la violence sont restés les menaces prédominantes dans plusieurs États clés du Sahel, dont le Burkina Faso et le Mali restent les épicentres. Cependant, les zones septentrionales de plusieurs États côtiers, tels que le Bénin et le Togo, ont également été plus touchées, avec une accélération marquée des attaques dans ces deux pays qui seraient le fait de groupes extrémistes violents. Les économies illicites continuant à prospérer dans la région, on observe un chevauchement croissant entre les zones de conflit et les zones d'activité illicite, les

acteurs du conflit jouant souvent un rôle important dans certaines activités illicites.¹

Dans ce numéro du Bulletin de risque de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, nous examinons les principales tendances qui façonnent la relation entre les économies illicites et les conflits armés et l'instabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les deux premiers articles se concentrent sur les économies illicites qui sont particulièrement pertinentes lorsqu'on analyse l'impact du crime organisé sur le conflit et l'instabilité dans la région. En nous concentrant spécifiquement sur les tendances clés et leur évolution tout au long de l'année 2022, nous examinons les enlèvements contre rançon, notamment leur diffusion géographique ; le trafic de cocaïne, et la manière dont il a croisé la politique en 2022, et semble prêt à poursuivre cette tendance en 2023 ; et enfin, le commerce illicite de l'or, en examinant particulièrement les réponses des États à l'économie illicite.

Le deuxième article approfondit la question du vol de bétail au Nigeria et au Mali, où les récents changements dans la dynamique criminelle se sont concrétisés en 2022. Dans le centre et le nord du Mali, le vol de bétail a augmenté depuis le début de l'année 2022, et il existe des signes clairs que cela demeurera un élément central dans les stratégies de financement et de gouvernance des groupes armés tout au long de 2023. Au Nigeria, pays gravement touché par les bandits armés et l'augmentation de la violence intercommunautaire, ainsi que par les groupes extrémistes violents, les incidents liés au vol de bétail ont commencé à se multiplier dans plusieurs États du sud. En outre, un certain nombre de facteurs de risque associés aux pics de vols de bétail dans le nord - à savoir l'intensification de la concurrence et des tensions entre les éleveurs et les communautés agricoles - sont de plus en plus présents dans le sud-ouest. Étant donné l'imbrication complexe de l'économie illicite et des tensions ethniques, des groupes armés et de la violence, en plus de la nature du vol de bétail en tant que phénomène criminel souvent négligé, c'est le marché illicite que nous surveillerons pour les conflits en 2023.

Nous nous intéresserons ensuite à certains des différents acteurs impliqués dans les économies illicites dans le contexte des conflits et de la violence. Dans toute la région, les groupes extrémistes violents sont restés un élément central de la dynamique des conflits et des acteurs croissants dans un large éventail d'économies illicites. Après avoir consolidé sa présence dans la majeure partie du Sahel central, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), s'est désormais fermement établie comme l'acteur armé non étatique dominant dans le conflit régional. Tout au long de l'année 2022, le groupe JNIM a continué à exploiter avec succès les économies illicites comme moyen de s'assurer le soutien des communautés locales. Il reste à voir si le groupe peut reproduire cette stratégie dans de nouvelles zones qu'il cherche à contrôler - à savoir le nord du Bénin - et 2023

sera l'occasion de tester sa crédibilité en tant que fournisseur de gouvernance alternative.

Le JNIM n'est pas le seul acteur qui a cherché, et continuera sans doute à chercher, à étendre sa zone d'influence et ses opérations en Afrique de l'Ouest. Les acteurs étrangers jouent un rôle important dans le paysage économique (licite et illicite), politique et sécuritaire de la région. Tout au long de l'année 2022, l'acteur étranger le plus important impliqué dans le conflit au Sahel (et qui, selon certains, y contribue) est sans doute l'État russe et le groupe Wagner, une société militaire privée (et récemment désignée comme organisation criminelle internationale par le gouvernement américain) ayant des liens étroits avec le régime de Vladimir Poutine, dont les troupes sont déployées au Mali depuis plus d'un an. Les manifestations de masse au Mali et au Burkina Faso voisin ont mis en lumière le sentiment anti-français qui couve, dans une certaine mesure cultivé par un effort coordonné des acteurs russes, depuis de nombreuses années.

L'organisation mercenaire est rapidement devenue la forme la plus influente de l'engagement russe en Afrique. Comme le montrent les enquêtes sur les activités de Wagner, le groupe est profondément, et semble-t-il de plus en plus, impliqué dans les économies illicites, notamment la contrebande de ressources minérales telles que l'or. Plusieurs pays d'Afrique occidentale et centrale pourraient constituer un terrain fertile pour l'expansion potentielle de Wagner, tant militaire qu'économique, en 2023.

Il est clair que les économies illicites et les conflits s'entrecroisent de manière complexe. Alors que les conflits se poursuivent tout au long de l'année 2023, il est essentiel de surveiller les tendances des principales économies illicites qui pourraient alimenter davantage de violence et d'instabilité.

Notes

1 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le nombre de victimes civiles augmente en Afrique de l'Ouest à mesure que les zones de conflit tendent à se confondre davantage avec les économies illicites, Bulletin de risque -

Numéro 5, GI-TOC, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/index.html>.

Tendances clés des économies illicites et des conflits en 2022.

La violence au Sahel a atteint des niveaux sans précédent en 2022, les citoyens du Burkina Faso et du Mali étant confrontés à des niveaux de violence particulièrement extrêmes aux mains de groupes islamistes armés, de groupes d'autodéfense et de forces de sécurité, ainsi que de leurs partenaires internationaux.¹ En outre, les conflits armés se sont propagés aux États côtiers d'Afrique de l'Ouest, les groupes extrémistes violents cherchant à étendre leurs sphères d'influence.

Toutefois, les groupes extrémistes violents ne sont pas les seuls à constituer une menace pour les communautés d'Afrique de l'Ouest et, plus largement, pour la stabilité de la région. Les bandits armés sévissent au Nigeria (un pays qui fait également face à une menace considérable de la part des groupes djihadistes, en particulier dans le nord-est), se livrant à une litane d'activités criminelles, allant des raids armés sur les villages, y compris à des fins de vol de bétail, aux enlèvements contre rançon et autres actes de violence.

Les résultats de l'initiative de cartographie des pôles illicites de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) mettent en évidence le rôle joué par diverses économies illicites dans l'alimentation et le maintien de l'instabilité dans la région, et illustrent le chevauchement géographique croissant entre la criminalité et les zones de conflit.² Mais quelles sont les économies illicites les plus importantes à prendre en compte lorsqu'on analyse l'impact du crime organisé sur les conflits et l'instabilité ? Et quelles sont les principales tendances en 2022 ?

Dans cet article, nous examinons l'évolution de trois économies illicites en 2022 : deux de ces économies illicites sont au cœur de la dynamique des conflits et la troisième est étroitement liée à la volatilité politique.

Dans ce numéro, nous examinons plus largement deux marchés criminels « accélérateurs » - c'est-à-dire des économies illicites identifiées comme jouant un rôle particulièrement important dans l'alimentation des conflits et de la violence - à savoir le vol de bétail et les enlèvements contre rançon.³ Ces deux marchés illicites jouissent d'une faible légitimité auprès des communautés

locales dans lesquelles ils se trouvent ; ils ont donc tendance à alimenter les tensions communautaires et à exacerber l'instabilité, poussant davantage de personnes à se protéger par les armes. Le vol de bétail est examiné dans l'article qui suit, tandis que les enlèvements contre rançon - et la diffusion géographique de cette pratique en 2022 - sont étudiés ci-dessous.

En ce qui concerne le paysage politique, nous examinons comment le trafic de cocaïne, qui semble se développer dans toute la région, a convergé avec la politique en 2022, et comment il semble prêt à poursuivre cette trajectoire en 2023.

Enfin, nous examinons les réponses à une économie illicite importante pour la dynamique des conflits régionaux, à savoir le commerce illicite de l'or artisanal. Nous examinons comment, en 2022, les craintes relatives au financement du terrorisme ont conduit à de nouvelles mesures de répression dans les champs aurifères, comment la Mauritanie s'y prend différemment et s'il existe un espace politique croissant pour déployer des approches alternatives.

Enlèvement contre rançon - diffusion géographique

Au cours de la dernière décennie, l'enlèvement contre rançon est devenu une industrie criminelle majeure en Afrique de l'Ouest, non seulement comme moyen de générer des revenus, mais aussi de plus en plus utilisée par les groupes armés comme un instrument de guerre, brandi à des fins d'intimidation, de punition et de recrutement.⁴ Non seulement les cas d'enlèvement en Afrique de l'Ouest ont augmenté en 2022, selon les données du Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), mais de plus en plus de pays sont touchés par cette économie illicite.⁵

Bien qu'il soit extrêmement difficile d'obtenir des données précises et complètes sur les enlèvements, les données existantes indiquent qu'entre 2012 et 2016, le nombre de cas d'enlèvement à travers l'Afrique de l'Ouest est resté relativement constant, oscillant entre 50 et 100 par an dans la région.⁶ Cependant, entre 2017 et 2021, les incidents d'enlèvement/disparition forcée, tels que décrits par l'ACLED, ont bondi de 124 à 1 193, soit une augmentation de 862 %.⁷ Les données pour 2022

suggèrent que ce type d'activité ne montre aucun signe de ralentissement. Le nombre de cas d'enlèvement en 2022 a dépassé celui de l'année précédente au Bénin, au Niger et au Nigeria, entre autres.

Le Nigeria, épicerie de l'activité d'enlèvement contre rançon en Afrique de l'Ouest, a représenté près de la moitié de tous les cas d'enlèvement dans la région en 2022, enregistrant presque autant d'incidents que les quatre pays suivants les plus touchés réunis (Burkina Faso, Mali, Niger et Cameroun). Chaque année depuis 2017, le nombre d'enlèvements distincts a enregistré une hausse d'une année sur l'autre, selon les données de l'ACLED.⁸ En outre, 17 États du Nigeria ont connu une augmentation du nombre d'enlèvements entre 2021 et 2022.⁹ Le plus préoccupant, cependant, est l'apparente répartition géographique des enlèvements dans le pays. Alors qu'en 2018, 14 des 37 États du pays n'ont connu aucun cas d'enlèvement (enregistré),¹⁰ en 2022, seul un État a pu éviter un seul cas d'enlèvement.¹¹ Fin 2022, la Banque centrale du Nigeria a introduit des limites de retrait d'argent liquide dans le but, notamment, de réduire le nombre de cas d'enlèvements.¹² Seul le temps nous dira si cette politique aura un effet significatif sur l'économie illicite.

Au Mali et au Burkina Faso, bien que le nombre d'enlèvements signalés en 2022 ait légèrement baissé

par rapport à l'année précédente, ils restent respectivement deux et trois fois plus élevés que les chiffres de 2020.¹³ Mais la violence extrémiste qui a frappé les pays de la région du Sahel s'est étendue aux pays voisins, en particulier vers le sud, en direction des États côtiers d'Afrique de l'Ouest, et les enlèvements ont suivi cette expansion.

En 2020, six enlèvements ont eu lieu au Bénin, soit plus qu'au cours des huit années précédentes réunies. Ce chiffre a augmenté en 2022, année au cours de laquelle 25 cas distincts d'enlèvement ont eu lieu dans le pays. En septembre 2022, par exemple, des membres présumés du groupe JNIM ou de l'État islamique dans le Grand Sahara ont enlevé trois personnes dans un village de la commune de Malanville, dans le département d'Alibori, à l'extrême nord du Bénin, pour avoir prétendument collaboré avec les forces gouvernementales.¹⁴ En outre, les enlèvements perpétrés par des voleurs de bétail armés seraient également en augmentation au Bénin, ce qui pourrait indiquer une « ethnicisation croissante du conflit entre agriculteurs et éleveurs dans le pays »,¹⁵ soulignant la nature multidimensionnelle de la menace d'enlèvement.

En Côte d'Ivoire, un autre État côtier exposé à un risque croissant d'extrémisme violent, les acteurs locaux ont noté que les cas d'enlèvement avaient augmenté ces dernières

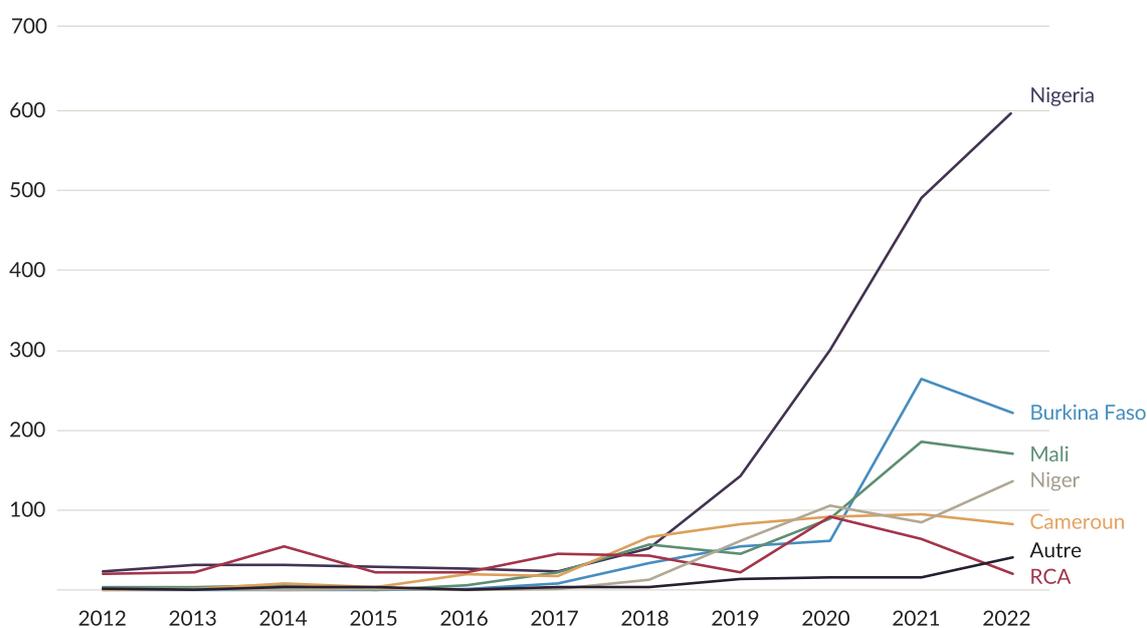


FIGURE 1 Nombre de cas d'enlèvements en Afrique de l'Ouest, 2012-2022.

Source : ACLED

années, parallèlement à la présence croissante de groupes armés.¹⁶ Cependant, il demeure difficile de savoir si les groupes armés sont effectivement les auteurs des enlèvements, ou si ces derniers sont plutôt liés à des différences intracommunautaires de longue date.¹⁷

Les liens étroits entre les conflits et les enlèvements contre rançon en font une économie illicite importante à suivre, les pics d'incidents donnant un aperçu des tensions changeantes, des opérations des groupes armés et de la dynamique des conflits.

Trafic de cocaïne : un financement des élections ?

Les résultats de l'Africa Organised Crime Index 2021 ont montré que le commerce de cocaïne est le marché criminel qui a enregistré la plus forte augmentation de son omniprésence dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest entre 2019 et 2021.¹⁸ En 2022, des saisies de cocaïne ont été enregistrées au Nigeria,¹⁹ en Gambie,²⁰ au Liberia,²¹ au Burkina Faso²² et en Côte d'Ivoire,²³ entre autres États de la région. Certaines d'entre elles

avaient été enregistrées par le pays. Si les saisies sont davantage une indication de l'efficacité de la répression que du volume des flux, d'autres indicateurs montrent également une augmentation du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest.

En Colombie, le plus grand pays producteur de cocaïne au monde et l'une des principales sources d'approvisionnement en cocaïne des États d'Afrique de l'Ouest, la culture de la coca a atteint des niveaux record en 2021.²⁴ En Europe, principal marché de destination de la cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest, le marché de la cocaïne est en expansion.²⁵ Des preuves de plus en plus nombreuses indiquent que le volume de cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest pourrait être plus important que jamais.

Le trafic de cocaïne est essentiel du point de vue de la dynamique politique. Comme d'autres produits de transit de grande valeur, la cocaïne engendre généralement des réseaux de protection qui atteignent les plus hauts



Mairie de Malanville, une ville du nord-est du Bénin où trois personnes ont été enlevées par des djihadistes présumés en septembre 2022. Malanville est une zone de transit, d'approvisionnement et de redistribution pour un certain nombre de marchandises du marché gris, dont le carburant de contrebande.

Photo : Wikimedia Commons

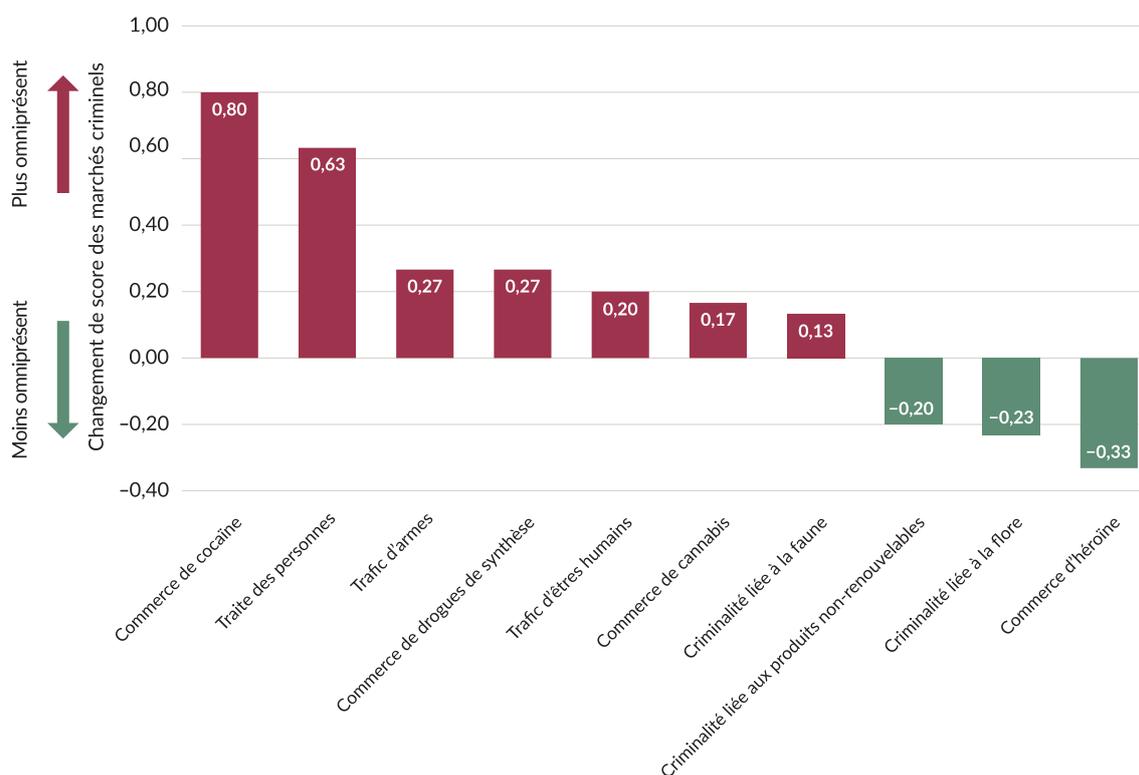


FIGURE 2 Évolution des marchés criminels, Afrique de l'Ouest, 2019-2021.

Source : ENACT, Africa Organised Crime Index 2021, <https://africa.ocindex.net>

niveaux de l'État.²⁶ En Guinée-Bissau, selon les autorités, la cocaïne était liée à la tentative de coup d'État présumée de février 2022, qui, si elle avait réussi, aurait porté à huit le nombre total de coups d'État en Afrique de l'Ouest en 2021 et 2022.²⁷ Les stupéfiants à valeur élevée ont joué à plusieurs reprises un rôle important dans le financement des élections en Afrique, la cocaïne étant particulièrement centrale en Afrique de l'Ouest.²⁸

Les événements en Guinée-Bissau illustrent comment la cocaïne est parfois étroitement liée à d'importants développements politiques, et soulignent l'importance continue de la cocaïne dans le financement des élections dans le pays. En juin 2022, la Cour suprême a acquitté Seidi Bá, le trafiquant de cocaïne le plus en vue du pays, condamné par contumace en 2020. Seidi Bá a été acquitté aux côtés d'un autre meneur, le Mexicain Ricardo Monje, de nationalité colombienne.²⁹ Les magistrats et les experts juridiques bissau-guinéens ont qualifié de « stupéfiants » les manquements à la procédure et les erreurs juridiques contenus dans l'arrêt.³⁰

Le moment choisi - un mois après la convocation des élections législatives et cinq mois avant leur date prévue - met en évidence les motivations financières probables

pour amadouer les meneurs acquittés. Commentant l'acquittement, Rui Landim, un militant de la société civile bissau-guinéenne, a noté que « tout est en place pour falsifier les élections, pour éradiquer l'État de droit. Aujourd'hui, nous ne sommes pas confrontés au risque d'ingérence du crime organisé dans le processus électoral, nous sommes confrontés à la preuve de la captation de l'État par le crime organisé. »³¹

Les élections législatives en Guinée-Bissau étant actuellement prévues pour mars 2023, il sera essentiel de suivre le rôle de la cocaïne dans le financement des campagnes électorales.

Commerce illicite de l'or : vers une formalisation ?

L'exploitation aurifère est depuis longtemps associée aux conflits, à l'extrémisme violent et à l'instabilité en Afrique de l'Ouest, et ce pour de bonnes raisons. Les groupes armés ont établi leur contrôle sur plusieurs sites miniers de la région, ou bien en tirent profit par d'autres mécanismes, tels que la taxation illicite de l'extraction et des flux d'or.³² Mais le secteur de l'or est également une source essentielle de moyens de subsistance dans toute la région. Bien que les gouvernements puissent chercher à freiner l'activité aurifère informelle et illicite afin de



Un site aurifère exploité par Endeavour Mining Corporation à Houndé, au Burkina Faso. En mai, les tensions entre les mineurs artisanaux et les autorités de Houndé ont dégénéré en violences.

Photo : Reuters/Anne Mimault

priver les groupes armés de leurs revenus, les mesures de répression contre l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (ASGM) sont souvent contre-productives, « entraînant une spirale descendante de méfiance, de tension et de violence ». La relation complexe entre le secteur de l'or, l'instabilité et la violence en Afrique de l'Ouest est explorée dans un récent rapport de la GI-TOC, « Beyond blood: Gold, conflict and criminality in West Africa ».³³

Les mesures de répression à l'encontre de l'ASGM ne montrent aucun signe d'apaisement. La répression de l'exploitation informelle de l'or au Ghana s'est poursuivie en 2022. En septembre, par exemple, 164 mineurs engagés dans cette pratique (connue sous le nom de « galamsey ») ont été arrêtés dans la région d'Ashanti et leur matériel a été saisi.³⁴ Au Burkina Faso, une escalade des tensions entre les mineurs artisanaux et les autorités dans la ville de Houndé a culminé dans la violence en mai 2022, suite aux efforts du gouvernement pour chasser les mineurs de l'ASGM d'un site aurifère pour une opération minière industrielle.³⁵ Les affrontements ont entraîné la mort de deux mineurs.³⁶

Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, l'ASGM peut être légale sur le papier, mais dans la pratique, la formalisation est difficile, et les autorités l'ont longtemps considérée avec suspicion. Cette attitude à l'égard de l'ASGM s'est poursuivie en 2022, bien qu'elle ait été accentuée par les craintes toujours plus grandes d'un financement par les djihadistes, qui ont suscité des mesures de répression dans de nombreuses régions.

La Mauritanie, cependant, se distingue par le fait que le gouvernement a fait des efforts considérables pour encourager l'exploitation artisanale de l'or, en déployant une approche de la réglementation qui se concentre davantage sur la réglementation des usines de traitement, qui sont étroitement contrôlées, que sur les sites miniers eux-mêmes. En 2022, les autorités tchadiennes ont démontré leur volonté d'avancer vers la formalisation de l'exploitation aurifère en rouvrant officiellement le plus grand champ aurifère du nord du Tchad et en déployant la société minière nationale pour réglementer les activités d'exploitation aurifère.³⁷ Le Niger, autre acteur majeur du secteur aurifère de la région, a déjà pris des mesures en vue de la régularisation de l'exploitation aurifère ces dernières

années, et un certain nombre de sociétés d'exploitation aurifère autorisées opèrent dans tout le pays, y compris dans le nord.

Il est donc possible que des fissures apparaissent dans l'approche prohibitive de facto de l'ASGM. Pour l'avenir,

ce changement potentiel serait certainement une bonne nouvelle pour la région, et les parties prenantes devraient chercher à tirer parti de l'espace politique sans doute accru pour les réformes.

Notes

- 1 Global Centre for the Responsibility to Protect, Central Sahel (Burkina Faso, Mali and Niger), 1er décembre 2022, <https://www.global2p.org/countries/mali>.
- 2 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le nombre de victimes civiles augmente en Afrique de l'Ouest à mesure que les zones de conflit tendent à se confondre davantage avec les économies illicites, Bulletin de risque - Numéro 5, GI-TOC, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/index.html>.
- 3 Ibid.
- 4 Observatoire des Économies Illicites en Afrique de l'Ouest, La logique stratégique des enlèvements au Mali et au Burkina Faso, Bulletin de risque - Numéro 4, GI-TOC, octobre 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf>.
- 5 Quatre pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Togo et le Ghana, ont connu des cas d'enlèvements en 2022 après n'en avoir enregistré aucun en 2021.
- 6 Aux fins du présent bulletin de risque, l'Afrique occidentale désigne les pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, RCA, Tchad, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
- 7 ACLED, <https://acleddata.com>.
- 8 ACLED, <https://acleddata.com>.
- 9 Dans certains États, comme Akwa Ibom, Plateau et Enugu, par exemple, le nombre d'enlèvements a augmenté de 240 à 350 % en 2022. Dans l'État de Zamfara, l'épicentre des enlèvements au Nigeria, les incidents liés aux enlèvements ont doublé, passant de 36 à 72 incidents en 2022.
- 10 Y compris le territoire de la capitale fédérale.
- 11 Bien qu'il n'y ait pas de cas d'enlèvement enregistré dans les données d'ACLED, les médias locaux ont rapporté plusieurs incidents d'enlèvement. Voir par exemple, Gombe police arrest 4 teenagers over alleged kidnapping, *Daily Trust*, 11 décembre 2022, <https://dailytrust.com/gombe-police-arrest-4-teenagers-over-alleged-kidnapping>; Chima Azubuiki, 27 residents kidnapped every month, Gombe gov laments, *Punch*, 23 décembre 2022, <https://punchng.com/27-residents-kidnapped-every-month-gombe-gov-laments>.
- 12 Ogaga Oriemu, Naira redesign: Cash withdrawals, ATMs limits heavy blow on looters, kidnappers, others - Experts, *Daily Post*, 7 décembre 2022, <https://dailypost.ng/2022/12/07/naira-redesign-cash-withdrawals-atms-limits-heavy-blow-on-looters-kidnappers-others-experts>.
- 13 Les données de l'ACLED montrent que le nombre de cas d'enlèvements au Burkina Faso a diminué, passant de 262 en 2021 à 219 en 2022 ; au Mali, une baisse similaire a été enregistrée, passant de 184 à 170 entre 2021 et 2022. En 2020, les chiffres pour les deux pays étaient respectivement de 62 et 89.
- 14 ACLED, <https://acleddata.com>.
- 15 Kars de Bruijne, Laws of attraction: Northern Benin and risk of violent extremist spillover, Clingendael, juin 2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/08/Laws-of-Attraction_webfinal82021.pdf.
- 16 Entretiens avec des acteurs de la société civile dans la région de Bounkani, Côte d'Ivoire, septembre 2022.
- 17 Ibid.
- 18 ENACT, Organised Crime Index Africa 2021: Evolution of crime in a Covid world, A comparative analysis of organised crime in Africa, 2019-2021, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf.
- 19 Camillus Eboh, Record 1.8 tons of cocaine seized, Nigeria's drugs agency says, SWI, 19 septembre 2022, <https://www.swissinfo.ch/eng/record-1.8-tons-of-cocaine-seized-nigeria-s-drugs-agency-says/47913306>.
- 20 Momodou Jawo, DLEAG seize cocaine worth over 1 billion dalasis, *The Point*, <https://thepoint.gm/afrika/gambia/headlines/dleag-seize-cocaine-worth-over-1-billion-dalasis>.
- 21 Les États-Unis et le Liberia saisissent 520 kg de drogue, *Africanews*, 4 octobre 2022, <https://thepoint.gm/afrika/gambia/headlines/dleag-seize-cocaine-worth-over-1-billion-dalasis>.
- 22 Burkina Faso: 'record seizure' of more than 115 kg of cocaine, *Africanews*, 25 mai 2022, <https://www.africanews.com/2022/05/25/burkina-faso-record-seizure-of-more-than-115-kg-of-cocaine>.
- 23 Salif D Cheickna, Côte d'Ivoire : Une importante quantité de cocaïne évaluée à plus de 41 milliards de FCFA saisie, *FratMat*, 23 avril 2022, <https://www.fratmat.info/article/220142/societe/cote-divoire-une-importante-quantite-de-cocaine-evaluee-a-plus-de-41-milliards-de-fcfa-saisie>.
- 24 UNODC, *Colombie: Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2021*, octobre 2022, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/INFORME_MONITOREO_COL_2021.pdf.
- 25 OEDT, Europe's changing role in expanding cocaine and methamphetamine markets, mai 2022, https://www.emcdda.europa.eu/news/2022/5/eu-drug-markets-cocaine-and-methamphetamine_en.
- 26 Lucia Bird, Cocaine politics in West Africa: Guinea-Bissau's protection networks, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau>.
- 27 Lucia Bird, 'A very strange coup attempt', GI-TOC, 4 February 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/coup-attempt-guinea-bissau>.
- 28 Commission Ouest-Africaine sur les Drogues, Not just in transit: Drugs, the state and society in West Africa, June 2014, <https://www.globalcommissiondrugs.org/wacd/not-just-in-transit>.
- 29 Lucia Bird, Grim outlook for Guinea-Bissau elections: The fall and rise of Seidi Bá, GI-TOC, September 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-elections-seidi-ba>.

- 30 Entretiens avec trois magistrats, Bissau, juin-juillet 2022. Contributions de Ruth Monteiro, ancienne ministre de la Justice, juillet 2022. Tous deux cités dans Lucia Bird, Grim outlook for Guinea-Bissau elections: The fall and rise of Seidi Bá, GI-TOC, September 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-elections-seidi-ba>.
- 31 Entretien avec un activiste de la société civile, Bissau, juillet 2022.
- 32 Eleanor Beevor, JNIM: A strategic criminal actor, GI-TOC, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso>.
- 33 Voir Marcena Hunter, Beyond blood: Gold, conflict and criminality in West Africa, GI-TOC, novembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/gold-conflict-criminality-west-africa>.
- 34 Scores of illegal miners arrested in Ashanti region, The Signal Room, 19 septembre 2022. Voir également Operation Halt II: Soldiers seize 30 excavators from galamseyers - Lands Minister, 15 octobre 2022, GhanaWeb, <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Operation-Halt-II-Soldiers-seize-30-excavators-from-galamseyers-Lands-Minister-1643072>.
- 35 Marcena Hunter, Beyond blood: Gold, conflict and criminality in West Africa, GI-TOC, novembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/gold-conflict-criminality-west-africa>.
- 36 Two dead in protest over arrested Burkina gold miners, Africanews, 26 mai 2022, <https://www.africanews.com/2022/05/26/two-dead-in-protest-over-arrested-burkina-gold-miners>.
- 37 Tchad : la SONEMIC annonce la reprise de l'orpaillage à Kouri Bougoudi, Alwihda Info, 19 septembre 2022, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-la-SONEMIC-annonce-la-reprise-de-l-orpaillage-a-Kouri-Bougoudi_a117165.html. Voir également, Chad wants to stop gold smuggling to Libya estimated at \$91m every week, *North Africa Post*, 15 juin 2022, <https://northafricapost.com/58364-chad-wants-to-stop-gold-smuggling-to-libya-estimated-at-91m-every-week.html>.

Avec des changements clés dans la dynamique ancrée en 2022, le vol de bétail devrait rester une menace majeure au Nigeria et au Mali en 2023.

Non seulement le vol de bétail a causé des milliers de morts, des déplacements à grande échelle et la destruction des moyens de subsistance dans toute l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, mais il a également constitué à plusieurs reprises une importante source de financement pour les groupes armés.¹ Cette pratique est fortement liée aux tensions intercommunautaires de longue date dans la région, ce qui signifie qu'elle agit comme un multiplicateur de conflit, déclenchant des cycles vicieux d'attaques de représailles et aggravant le conflit.² En 2022, les vols de bétail se sont multipliés

dans le nord et le centre du Mali, provoquant un pic de violence, tandis qu'au Nigeria, les craintes d'une diffusion vers le sud se sont accrues.

Au cours de la dernière décennie, le vol de bétail dans la région est passé d'une pratique relativement non violente impliquant le vol d'un petit nombre de bovins à un crime organisé caractérisé par des niveaux élevés de violence mortelle par des groupes armés et fonctionnant comme un élément central de l'économie de guerre dans plusieurs pays. Ces dernières années, la dynamique du

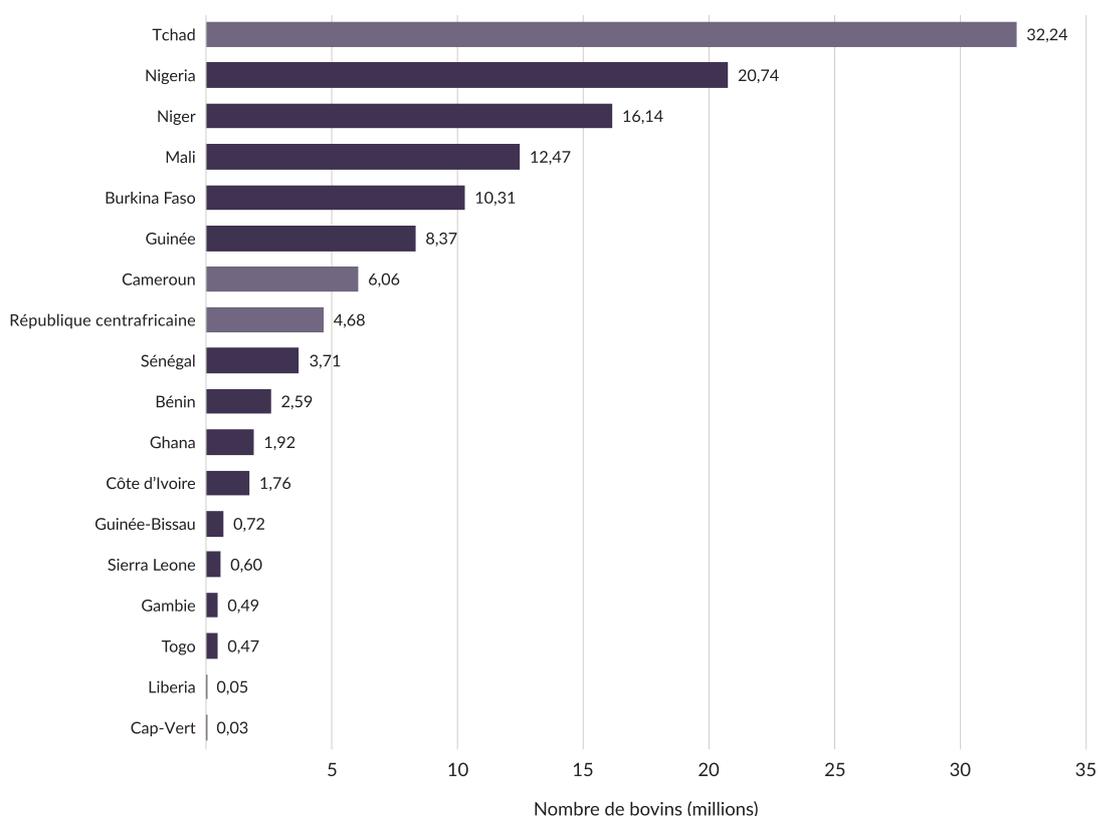


FIGURE 1 Nombre de bovins par pays, 2020.

Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), consulté via Our World in Data, <https://ourworldindata.org/grapher/cattle-livestock-count-heads>

vol de bétail a connu des changements importants au Nigeria et au Mali, deux des plus grands producteurs de bétail d'Afrique de l'Ouest (voir figure 1) et épices du vol de bétail, l'économie illicite étant désormais à un point clé de son évolution.

Au cours de la dernière décennie, le vol de bétail a constitué une source de financement majeure pour les djihadistes, les bandits armés et les milices ethniques du nord et du centre du Nigeria. Depuis 2018, cependant, il s'est propagé vers le sud, alimentant les tensions entre agriculteurs et éleveurs dans une zone en pleine expansion. Au Mali, le vol de bétail est non seulement une source de revenus essentielle pour les groupes armés non étatiques, mais il joue également un rôle majeur en tant que mécanisme d'intimidation et de gouvernance criminelle. En 2022, le nombre d'incidents de violence liés au vol de bétail a augmenté au Mali.

Dans les deux pays, le point d'entrée des groupes armés sur le marché du vol de bétail a entraîné une recrudescence de la violence associée, catalysé une évolution brutale vers une manifestation plus destructrice et à grande échelle du vol de bétail, et alimenté une expansion globale du marché. De même, le Nigeria et le Mali ont été caractérisés par une diffusion géographique du vol massif de bétail, les épices du vol de bétail reflétant largement les zones connaissant les plus hauts niveaux de violence. La relation étroite entre le vol de bétail et les enlèvements, les groupes armés passant de l'un à l'autre comme principales sources de financement, et le trafic d'armes sont également observés dans les deux pays.

Au Nigeria, comme au Mali, le vol de bétail est une forme de gouvernance plus ancrée dans les zones où les groupes armés exercent un contrôle relativement consolidé du territoire. C'est le cas dans le nord-est du Nigeria, où la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique est la plus forte et peut donc collecter la *zakat* sur le bétail. Au Mali, dans les zones où la Katibat Macina (Front de libération du Macina), affiliée au groupe JNIM, est le principal fournisseur de gouvernance, le recours à la *zakat* est tout aussi systématique.

Alors que l'économie illicite continue d'alimenter et d'exacerber la violence, renforçant ainsi les groupes armés, il est plus important que jamais de s'attaquer en priorité à ce problème. Le suivi des tendances clés 2022 dans les deux épices régionaux du vol de bétail - le

Mali et le Nigeria - souligne l'urgence qui dicte l'application d'une panoplie de réponses plus large.

Le vol de bétail se déplace vers le sud au Nigeria

Phénomène sous-analysé, le vol de bétail endémique dans les régions du nord-ouest et du centre-nord du Nigeria a non seulement profondément exacerbé les conflits intercommunautaires, mais a maintenant commencé à se déplacer vers le sud, en grande partie sous l'effet de la désertification et, surtout, de l'insécurité généralisée dans le nord. Le vol de bétail s'est maintenant étendu vers les États du Niger, de Benue et de Kogi, pénétrant dans le Sud-Ouest par Kwara et Oyo, où la violence entre agriculteurs et éleveurs s'est accrue depuis 2018, et où elle a connu un nouveau pic en 2021.³

Actuellement, le Sud-Ouest ne connaît que des poches de vol de bétail, qui sont plus rares et généralement associées à des niveaux de violence plus faibles que dans le Nord. « ils viennent généralement la nuit. Ils volent les vaches quand nous dormons profondément », selon un chef de communauté à Ogbomosho, dans l'État d'Oyo.⁴ Néanmoins, la prévalence des vols de bétail dans le sud-ouest a augmenté depuis 2018.⁵ Bien qu'actuellement non violents pour la plupart, les incidents de vol de bétail pourraient alimenter les griefs existants et conduire à un cycle d'attaques de représailles.

Bon nombre des facteurs de risque qui ont précédé la recrudescence des vols de bétail observée dans le nord (en particulier dans l'État de Zamfara) sont de plus en plus présents dans le sud-ouest, à savoir l'intensification de la concurrence pour les ressources naturelles, y compris lorsque les troupeaux de bétail sont déplacés vers le sud, et des tensions entre les éleveurs et les communautés agricoles. Depuis 2018, le Sud-Ouest a connu une flambée de violence entre les agriculteurs yorubas et les bergers peuls,⁶ un facteur de risque essentiel lié à l'émergence de vols de bétail à grande échelle dans les régions du Nord-Ouest et du Centre-Nord.⁷ Les vols de bétail sont liés à des tensions de longue date entre les ethnies, ce qui les amplifie et catalyse de nouveaux conflits. Il est donc primordial que les tensions généralisées entre agriculteurs et éleveurs qui ont eu lieu dans le nord du Nigeria soient évitées dans le sud.

La violence liée au bétail s'intensifie au Mali

L'année 2021 a marqué un tournant dans l'ampleur des vols de bétail dans le centre et le nord du Mali. Le vol de bétail tel que nous le connaissons aujourd'hui a connu

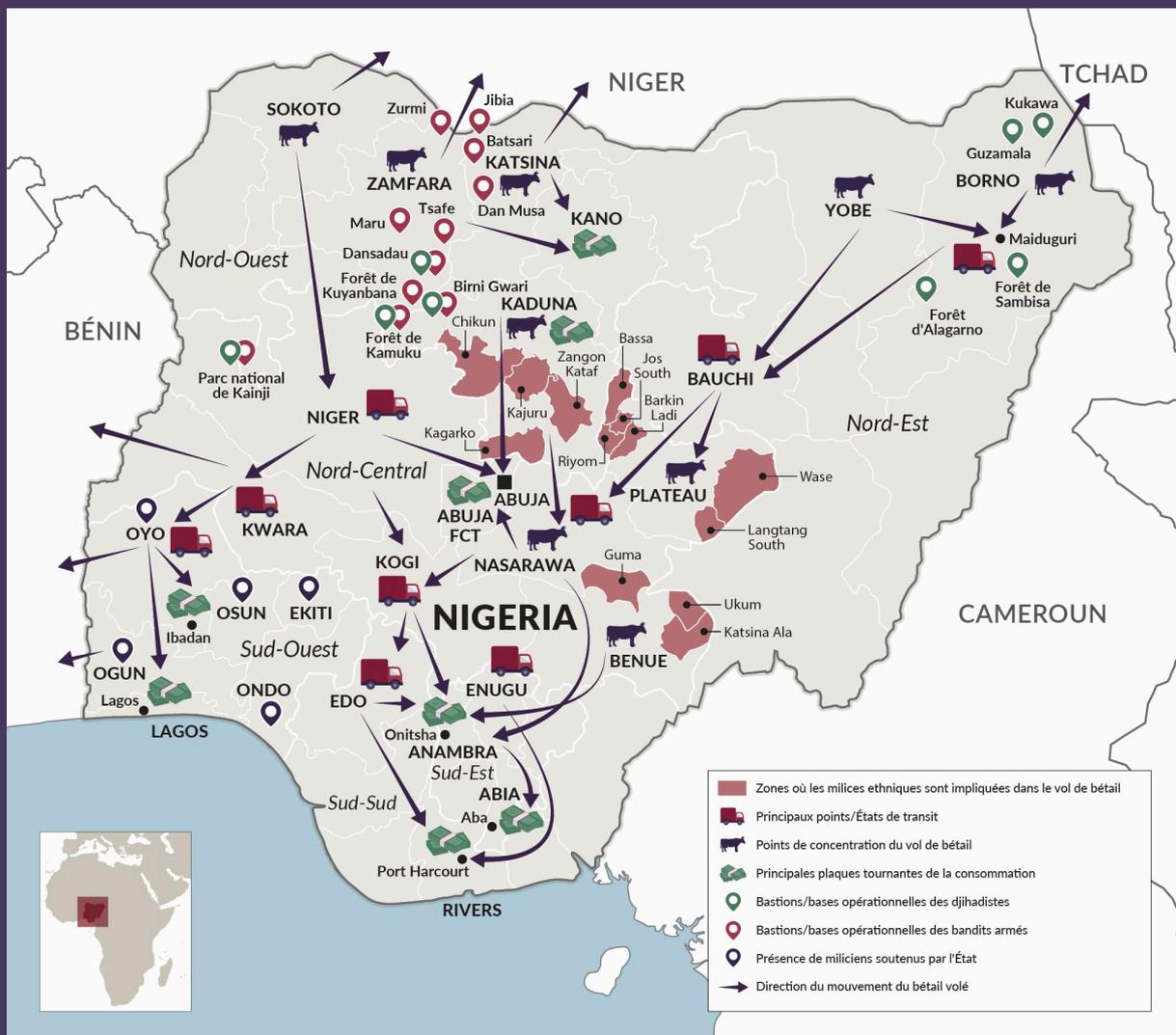


FIGURE 2 Dynamique des vols de bétail au Nigeria, 2022.

Source : Kingsley L Madueke, Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria, GI-TOC, janvier 2023

plusieurs phases et changements clés dans son évolution, comme l'explique un rapport de recherche GI-TOC à venir.⁸ Les principales dynamiques qui se sont développées depuis 2012 - à savoir l'élévation des niveaux de violence, le degré d'armement, le lien étroit avec les enlèvements, les changements dans les types de vol de bétail (du vol au pillage) - ont non seulement continué ces dernières années, mais se sont accélérées, devenant plus ancrées. En 2021, les niveaux de violence et de vol de bétail ont largement dépassé ceux des années précédentes, et les données officielles du dernier

trimestre de 2022 indiquent que les vols ont probablement dépassé les chiffres de 2021.⁹

Les zones connaissant une augmentation du vol de bétail ont également connu une hausse des niveaux de violence, les épicentres étant la région de Mopti, dans le centre du Mali, et la partie malienne de la région du Liptako-Gourma (couvrant certaines parties des régions de Gao et Ménaka). Alors que les attaques contre les communautés et les villages augmentaient en nombre et en intensité, les vols de bétail - un élément systémique de ces incidents - se sont intensifiés en parallèle (par

exemple, à Ansongo - voir figure 3). Dans le nord-est du Mali, l'augmentation du nombre d'attaques et l'accélération de l'expansion géographique, notamment de l'État islamique dans le Grand Sahara, qui a profité du vide laissé par le retrait des troupes françaises en août 2022, ont entraîné une demande accrue de ressources. Le bétail - abondant dans la région et facile à vendre grâce aux réseaux existants spécialisés dans la vente ou le commerce illégal d'animaux - est une ressource clé utilisée pour acheter des armes, des motos, du carburant et de la nourriture.

Les entretiens ont indiqué que, dans le centre du Mali, l'intensification des opérations des forces armées maliennes (FAMA), des milices d'autodéfense pro-gouvernementales et, depuis le début de l'année, de leurs partenaires russes par le biais du Groupe Wagner, est en partie à l'origine de l'augmentation des cas de vol de bétail.¹⁰ La tendance au pillage du bétail et d'autres biens par ces trois acteurs opérant ensemble s'est aggravée au cours du dernier trimestre de 2022.¹¹ Dans un village du cercle de Bandiagara (région de Mopti), plus de 1 000 bovins ont été volés en une seule fois.¹² Bien que plusieurs autres incidents aient été signalés par de nombreuses sources, il est extrêmement difficile

d'évaluer l'ampleur réelle de ces opérations tripartites, étant donné le faible niveau de transparence notoire qui entoure les activités des FAMA et de Wagner.

Il est toutefois important de noter que si certains cercles de la région de Mopti ont connu une augmentation de la violence et des vols de bétail, d'autres ont connu une diminution. Les cercles sous le contrôle consolidé d'un groupe armé spécifique ont eu tendance à connaître des niveaux de vol de bétail bien inférieurs à ceux des cercles contestés.

Par exemple, à Youwarou, un cercle sous l'influence significative de la Katibat Macina, les niveaux de vol de bétail sont bien plus bas que dans les zones voisines. Si le groupe est actif à Youwarou depuis 2017, il a consolidé sa présence et son influence dans la région au cours des dernières années.

Les vols de bétail perpétrés par la Katibat Macina sont motivés par des considérations autres que le profit. Le groupe a une stratégie de gouvernance et de légitimation qui comprend la fourniture d'un certain nombre de services de base, y compris la résolution des conflits entre et au sein des communautés (parmi

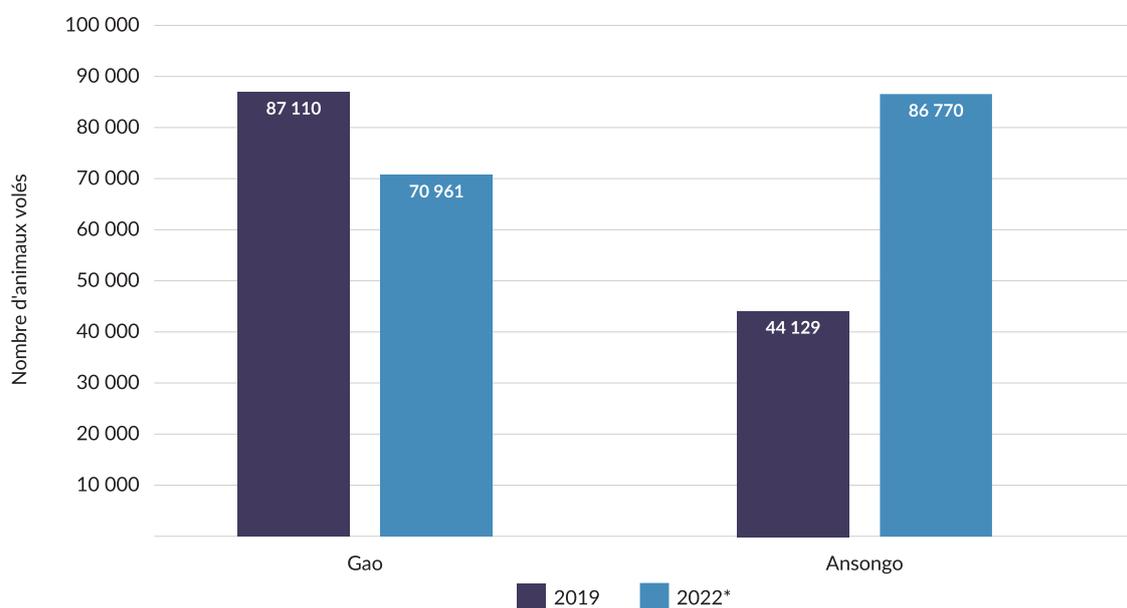


FIGURE 3 Vol de bétail dans les cercles de Gao et d'Ansongo, 2019 et 2022.

Remarque : Les données comprennent les bovins, les chameaux, les moutons, les chèvres et les ânes. *Les données vont de janvier à octobre.

Source : Mali - réponse conjointe 2020 : Soutenir les activités agricoles et pastorales des ménages touchés par la crise dans les régions de Kayes et de Mopti, FAO, 2020, <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CA8125FR> ; Direction régionale des productions et des industries animales - Gao

lesquels les tensions autour du vol de bétail et de l'accès à la terre) et la fourniture de sécurité.¹³

Cela ne signifie pas que la Katibat Macina ne s'adonne pas au vol de bétail, mais plutôt qu'elle le fait d'une manière qui peut être justifiée et qui est donc présentée comme légitime (ou légitimée). Cela inclut l'imposition de la *zakat* ou le pillage du bétail des communautés ou des propriétaires individuels de bétail qui sont des ennemis et qui travaillent avec l'État.

En revanche, le cercle voisin de Bandiagara, territoire contesté dans lequel opèrent de nombreux groupes armés étatiques et non étatiques, est de loin le plus touché par les pillages de bétail, avec plus de 65 000 bovins volés en 2021, soit près de 15 fois plus que dans le district de Youwarou.¹⁴ Selon un propriétaire de bétail à Bandiagara, ce niveau élevé de violence et d'insécurité généralisée fait que « tout le monde a l'impression de pouvoir voler ce qu'il veut ».¹⁵

Perspectives

Le vol de bétail restera une menace majeure pour la sécurité et une source importante d'instabilité au Nigeria

et au Mali en 2023. Bien que le vol de bétail ait diminué dans le nord du Nigeria depuis 2018, il reste une source de financement essentielle pour les bandits armés et les groupes extrémistes violents dans cette région, et il existe un risque tangible que les cas de vol de bétail dans le sud-ouest alimentent les tensions existantes et de nouvelles violences, en particulier si la prévalence de l'économie illicite augmente. Dans le centre et le nord du Mali, le vol de bétail a augmenté depuis le début de l'année 2022, et il existe des signes clairs que cela demeurera un élément central dans les stratégies de financement et de gouvernance des groupes armés tout au long de 2023. Bien que le vol de bétail reste un problème majeur dans des pays tels que le Burkina Faso et le Bénin, ainsi que dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le Nigeria et le Mali sont les principaux sites sensibles régionaux à surveiller au cours de l'année.

Les niveaux élevés de vol de bétail devraient être préoccupants car il s'agit d'une économie illicite accélératrice, qui joue un rôle important dans l'alimentation de l'instabilité, l'armement des conflits existants et la multiplication des acteurs armés. Au



Bandiagara, une petite ville et commune de la région de Mopti au Mali, dans laquelle plus de 1 000 bovins ont été volés au cours d'un seul et même incident en 2022.

Photo : Andrea Borgarello/Getty Images



Le long du fleuve Niger entre Niafunke et Youwarou, au Mali. Les niveaux de vol de bétail sont beaucoup plus faibles à Youwarou que dans d'autres cercles voisins, en grande partie grâce à la présence et au contrôle consolidés de la Katibat Macina.

Photo : agefotostock/Alamy Stock Photo

Nigeria, au Mali et dans d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, une caractéristique importante du vol de bétail, qui est au cœur de sa relation étroite avec l'instabilité, est la façon dont cette pratique alimente les griefs de groupes profondément enracinés. En outre, l'évolution du vol de bétail, qui est passé de durable à destructeur, l'a positionné comme un phénomène clé sapant les moyens de subsistance, déjà rendus rares dans un contexte d'augmentation du chômage et des niveaux de pauvreté, ainsi que d'intensification de la concurrence pour des ressources qui s'amenuisent.

Intégrer la clé du vol de bétail dans les opérations de stabilisation d'alerte précoce, donner la priorité à la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs, cibler l'ensemble des chaînes d'approvisionnement et

travailler en étroite collaboration avec les communautés (surtout les pasteurs peuls) afin de restaurer la confiance du public dans les acteurs étatiques sont quelques-unes des nombreuses actions importantes qui doivent être entreprises. Les réponses militaires et celles axées sur la fermeture des nœuds clés de la chaîne d'approvisionnement - comme la fermeture des marchés aux bestiaux, une pratique imposée à plusieurs reprises au Nigeria¹⁶ - n'ont pas réussi à engendrer un succès à long terme. Non seulement il est nécessaire de disposer d'une plus grande panoplie de réponses, mais il est crucial de placer la protection des civils au cœur de toutes les initiatives de sécurité, y compris les patrouilles et les opérations antiterroristes au Mali, lorsqu'elles sont menées par les FAMA (et d'autres organismes chargés de l'application de la loi) ou leurs partenaires internationaux.

Notes

- 1 Les termes « bovins » et « bétail » sont souvent utilisés à tort de manière interchangeable. Alors que le bétail comprend des animaux tels que les moutons, les chèvres, les ânes et autres animaux de ferme, les bovins désignent exclusivement les vaches et les taureaux.
- 2 Alexandre Bish et al., The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria, GI-TOC, avril 2022,

https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.

- 3 Selon les données de Nigeria Watch, les décès liés au pâturage du bétail - un facteur clé pour alimenter les affrontements entre agriculteurs et éleveurs - ont connu un pic, passant de deux décès en 2017 à quinze décès en 2018. Cette évolution a été suivie d'une baisse importante en 2019 et d'une forte

- augmentation, de quatre décès en 2020 à 48 décès en 2021. Voir Nigeria Watch, Cattle grazing related deaths in Oyo State, 2015-2021, <https://www.nigeriawatch.org/index.php?urlaction=evtStat>.
- 4 Entretien de la GI-TOC avec un chef de communauté à Ogbomoshosho, 23 avril 2022.
 - 5 Plusieurs incidents de vol de bétail ont eu lieu dans le sud-ouest du Nigeria en 2022. En janvier, la police a arrêté un homme qu'elle a décrit comme un « baron du vol de bétail », à la tête d'un gang qui se livrait au vol de bétail dans différentes communautés de la zone de gouvernement local (LGA) d'Ipokia, dans l'État d'Ogun. En août 2022, 13 têtes de bétail ont été volées dans la zone de gouvernement local d'Obafemi Owode de l'État d'Ogun. Dans l'État d'Ekiti, la police a arrêté deux individus en mai 2022 et, plus récemment, quatre autres en octobre pour avoir volé 52 têtes de bétail.
 - 6 Leo Sobechi, Strange schemes in Southwest, Fulani herders' conflict, *The Guardian*, 21 janvier 2021, <https://guardian.ng/politics/strange-schemes-in-southwest-fulani-herders-conflict>.
 - 7 Comme dans d'autres régions du pays, le bétail qui erre dans les fermes et qui détruit les cultures est une source majeure de rancœur intergroupe entre les agriculteurs locaux et les bergers peuls. Before criminals overrun the South-West, *Punch*, 19 janvier 2022, <https://punchng.com/before-criminals-overrun-the-south-west>.
 - 8 GI-TOC, Cattle rustling: A criminal market at the heart of Mali's instability, à paraître en 2023.
 - 9 Bureau du gouverneur de la région de Mopti, Rapport de la conférence régionale sur le vol de bétail dans la région de Mopti, décembre 2021. rapport sur les chiffres de 2022 de la Direction régionale des productions et des industries animales - Gao. Entretiens avec les principaux acteurs dans le centre et le nord du Mali, mars et octobre/novembre 2022.
 - 10 Ces acteurs, tout en patrouillant ensemble, ont également été accusés d'un nombre accru d'exactions dans le centre du Mali, dont l'incident le plus meurtrier de l'histoire du conflit, avec 300 civils tués dans le village de Moura, cercle de Djenné, région de Mopti. Entretien avec un expert en sécurité à Mopti, novembre 2022, par téléphone.
 - 11 Entretien avec un expert en sécurité, un travailleur d'une ONG et un journaliste, novembre 2022, par téléphone. Voir aussi *Mali, soldats maliens, russes et chasseurs dozos accusés de vols massifs de bétail*, RFI, 24 novembre 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221124-mali-soldats-maliens-russes-et-chasseurs-dozos-accusés-de-vols-massifs-de-bétail>.
 - 12 Entretien avec un expert en sécurité à Mopti, novembre 2022, par téléphone.
 - 13 Entretien avec un expert de la dynamique des conflits au centre du Mali et de la Katibat Macina, septembre 2022.
 - 14 Bureau du Gouverneur de la Région de Mopti, *Rapport conférence régionale sur le vol/enlèvement de bétail dans la région de Mopti*, décembre 2021.
 - 15 Entretien avec un propriétaire de bétail dans le centre du Mali, avril 2022.
 - 16 Shehu Umar, Zamfara govt closes 12 cattle markets to tame rustling, *Daily Trust*, 14 décembre 2018, <https://dailytrust.com/zamfara-govt-closes-12-cattle-markets-to-tame-rustling>.

Le JNIM a consolidé sa présence dans le Sahel central en 2022, mais 2023 mettra à l'épreuve sa crédibilité en tant que fournisseur de gouvernance alternative.

En 2022, le groupe Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) a consolidé sa présence dans la majeure partie du Sahel central, et s'est désormais fermement établi comme l'acteur armé non étatique dominant dans le conflit du Sahel central. Au cours de sa propagation à travers le Burkina Faso entre 2016 et 2022, le JNIM s'est montré capable de s'engager stratégiquement avec les économies illicites, plus comme vecteur de construction de relations que comme source de revenus.

En facilitant l'implication des populations locales dans les économies illicites ou informelles (telles que la contrebande ou l'extraction d'or), le JNIM a pu gagner un soutien local substantiel. Cependant, pour remplir sa part du contrat, le groupe a dû pousser l'État hors des zones en question. Alors que l'expansion du JNIM dans les frontières septentrionales des États côtiers d'Afrique

de l'Ouest a été marquée en 2022, ses efforts pour établir des relations avec les civils dans ces zones ont été entravés par les défis résiduels des forces gouvernementales et des gardes forestiers nationaux.

Le JNIM a également été confronté à d'importants défis en matière de gouvernance en raison de la résurgence du dit État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) sous la direction de son nouveau chef, Abu al-Bara al-Sahrawi. L'EISG a enregistré un certain nombre de victoires dans le nord-est du Mali contre le JNIM en 2022.¹ Depuis ces succès, le JNIM a subi une pression importante et a été repoussé d'un certain nombre de zones dans la région du Liptako-Gourma.

Malgré ces revers, le JNIM n'a pas à craindre d'être dépassé par l'EISG. Il est difficile d'estimer le nombre de

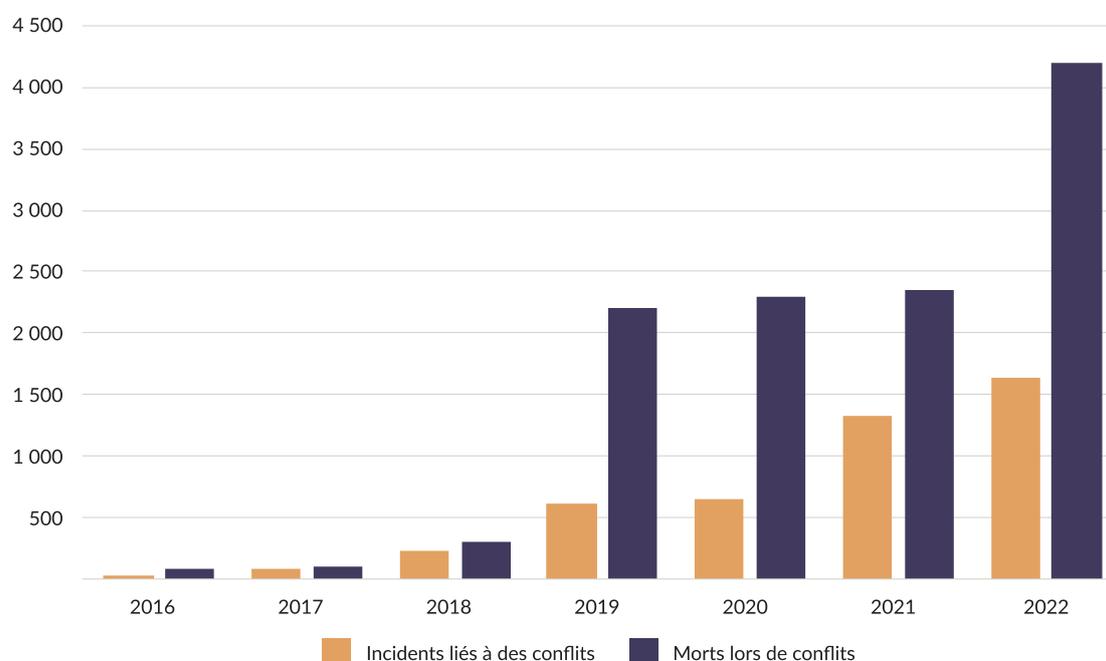


FIGURE 1 Incidents et décès liés aux conflits au Burkina Faso, 2016-2022.

Source : ACLED, adapté de Eleanor Beevor, JNIM au Burkina Faso : A strategic criminal actor, GI-TOC, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso>.

combattants du JNIM, mais certaines estimations les évaluent à environ 5 000, tandis que les membres de l'EISG représentent moins de la moitié de ce chiffre.² Dans les zones où le JNIM a encore le dessus, il semble déterminé à éviter toute contestation de son autorité dans les endroits où il souhaite consolider sa présence.

Un facilitateur d'économies illicites

Le JNIM a trois objectifs clés. Premièrement, l'expansion territoriale, en particulier dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'au Niger à l'est.³ Deuxièmement, gouverner les résidents des lieux que le groupe occupe, idéalement avec un certain degré de consentement et de soutien local. Troisièmement, financer ces objectifs par le biais de diverses activités. Les économies illicites et criminelles jouent un rôle dans tous ces objectifs.⁴

Dans tout le Sahel central, les unités de la JNIM ont toujours fait preuve d'une nette retenue dans leur participation à des activités illicites. Plutôt que de tenter de monopoliser un secteur illicite, ils ouvrent souvent ces ressources aux populations locales qui n'étaient pas en mesure d'en profiter auparavant, ce qui peut leur valoir un soutien rapide. L'analyse de la

manière dont le JNIM s'engage dans les économies illicites à des fins de gouvernance est donc aussi importante que la compréhension de leur fonctionnement en tant que mécanismes de collecte de revenus, qui a traditionnellement fait l'objet d'une plus grande attention.

Cette approche est évidente dans la libéralisation par le JNIM de l'accès des populations aux ressources naturelles. Par exemple, en chassant les concessionnaires industriels des mines d'or ou en évinçant les groupes armés tels que les dozos qui avaient été engagés par les propriétaires de mines pour contrôler les sites, le JNIM a ouvert à plusieurs reprises de nouveaux sites, largement libres, aux mineurs artisanaux. En échange de contributions occasionnelles, qui sont considérées par de nombreux mineurs comme relativement équitables, la JNIM veille à ce que les anciens contrôleurs de la mine, ou l'État, ne reviennent pas dans la région. Cela s'est produit dans la forêt de Dida, à la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, au milieu de l'année 2021, et l'arrangement semble avoir perduré.⁵



Un camp d'extraction d'or au Burkina Faso. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, le JNIM a ouvert de nouveaux sites, en grande partie sans restriction, aux mineurs d'or artisanaux.

Photo : Joerg Boethling/Alamy Stock Photo

Un autre aspect essentiel de l'engagement du JNIM dans les économies illicites réside dans les relations qu'il établit avec les contrebandiers. Il s'agit souvent d'habitants des communautés frontalières qui sont en mesure de s'approvisionner en produits de base importants tels que le carburant, et donc d'une communauté importante à conquérir. Les communautés frontalières favorables peuvent aider à l'intégration du JNIM le long des frontières des pays dans lesquels ils souhaitent s'étendre, tandis que les contrebandiers peuvent les aider à obtenir les fournitures nécessaires. En échange de l'aide des contrebandiers, le JNIM facilite leur travail en forçant les acteurs étatiques et les agents des douanes à quitter leurs postes.

C'est le cas du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), une aire protégée située dans la région des trois frontières du Burkina Faso, du Niger et du Bénin. La contrebande de carburant largement répandue dans le complexe WAP permet au JNIM de s'approvisionner en carburant auprès des contrebandiers.⁶ Le parc est un itinéraire de contrebande attrayant pour les petits négociants en

carburant, qui achètent du carburant nigérian subventionné au Bénin (où il a été introduit en contrebande) et le ramènent ensuite au Burkina Faso dans des jerricans. Les contrebandiers fournissent du carburant au JNIM en échange de l'aide occasionnelle du groupe - par exemple, la protection d'un convoi - ainsi que du maintien des forces de l'État hors de la zone, ce qui facilite considérablement le travail des contrebandiers.⁷

Dynamique de la fiscalité illicite

Le JNIM - et en particulier l'un des groupes qui le composent, l'aile saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique - a acquis la réputation, dans les milieux de la sécurité et des médias, de tirer profit de la criminalité, notamment par le biais du trafic et de la taxation des marchandises trafiquées.⁸ En réalité, la collecte des recettes du JNIM provenant des économies illicites est inégale. Dans le nord du Mali, où le contrôle territorial du JNIM est plus absolu et où la situation est donc moins volatile, le JNIM est connu pour taxer les contrebandiers aux postes de contrôle placés le long des routes de contrebande vers et depuis l'Algérie. Les efforts de



Le complexe W-Arly-Pendjari, situé dans la zone des trois frontières entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, sert de refuge stratégique aux groupes armés opérant principalement au Burkina Faso.

Photo : Matthias Kunert/DPNP

taxation des économies illicites plus au sud sont toutefois plus limités et moins fixes. Jusqu'à présent, au Burkina Faso, le JNIM s'est concentré sur le prélèvement d'impôts religieux *zakat* sur les civils comme principal moyen de collecter des recettes. Les éleveurs sont généralement soumis à la *zakat* sous forme de bétail, et ces taxes sont parfois perçues comme excessives.

Au Burkina Faso, le JNIM a déployé des efforts plus structurés pour taxer les contrebandiers. Par exemple, fin 2021, le JNIM a établi des points de contrôle le long de certaines routes clés dans l'est du Burkina Faso, notamment les routes Pama-Nadiagou-Koualou et Pama-Kompienga. Ces points de contrôle avaient pour but de

collecter des revenus auprès des contrebandiers de carburant, ainsi que de surveiller les personnes qui passaient sur la route traversant Koualou/Kourou. La plupart des usagers de la route dans ces zones transportent des marchandises de contrebande, et le JNIM aurait commencé à leur réclamer des taxes. Cependant, en décembre 2021, l'armée béninoise a imposé sa présence sur la route Koualou/Kourou, côté Bénin, et a fermé le poste frontière. Les points de contrôle du JNIM du côté du Burkina Faso sont depuis beaucoup plus rares, voire inexistant, car il y a beaucoup moins de trafic sur la route.⁹

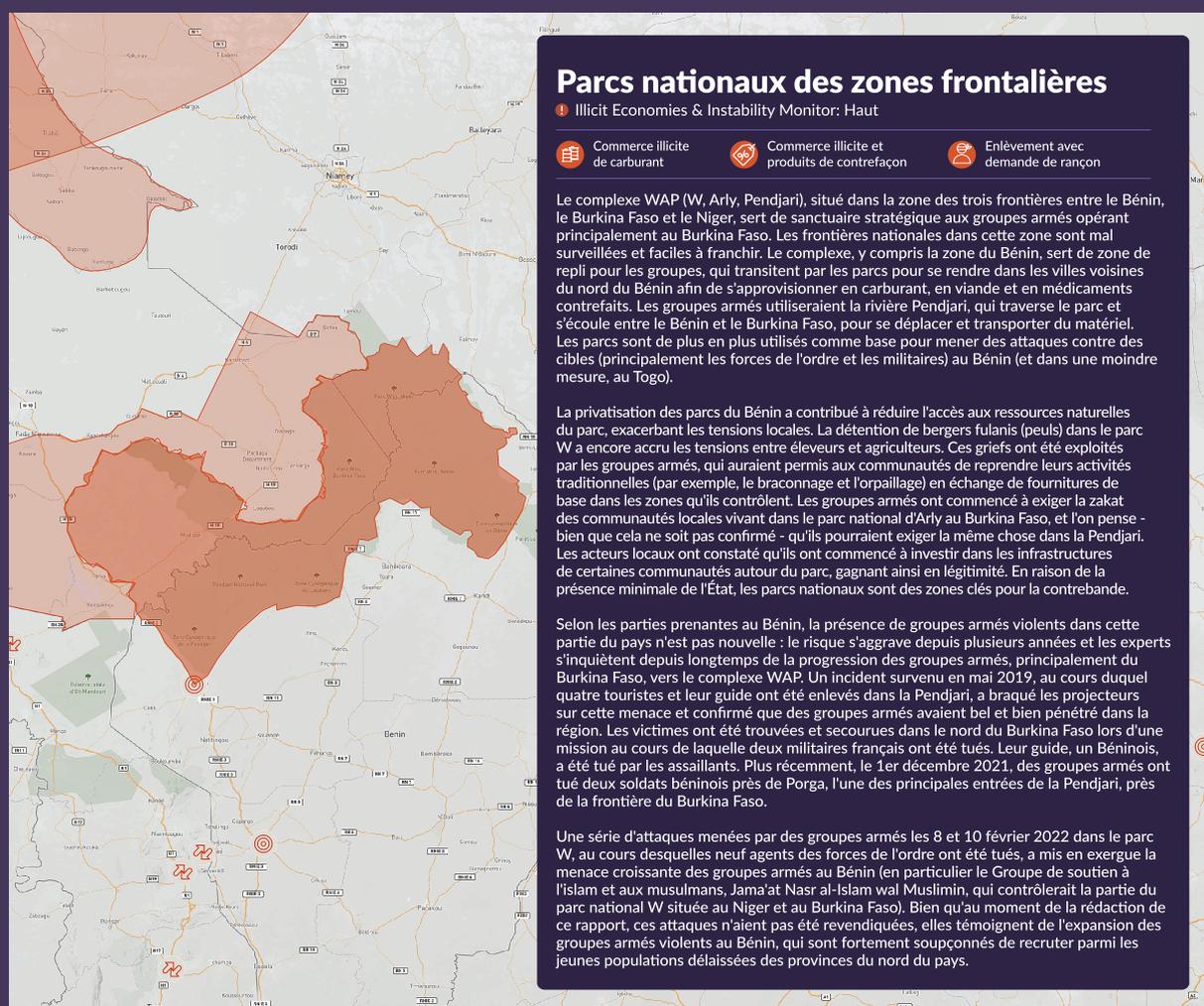


FIGURE 2 Les parcs nationaux des zones frontalières comme plaque tournante illicite.

Source : Lucia Bird et Lyes Tagziria, Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022, <https://wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/map>.

L'introduction de points de contrôle routiers systématiques a représenté une tentative de formalisation de la relation entre le JNIM et les contrebandiers au Burkina Faso, qui, dans la première phase de leur présence, était plus informelle et basée sur un échange ad hoc de biens et de services. Cependant, il semble que la présence du JNIM du côté burkinabé et des forces béninoises du côté béninois ait découragé l'utilisation de cette route. Une grande partie de la contrebande qui passait auparavant par la ville contestée de Koalou/Kourou, à la frontière entre le Burkina Faso et le Bénin, a donc été détournée vers Cinkansé au Burkina Faso,¹⁰ une ville située à la frontière du nord du Togo qui sert de principal point de transit pour une myriade de produits illicites entrant et sortant du pays.¹¹ Le JNIM a eu recours à des postes de contrôle dans d'autres régions du Burkina Faso et du Niger, bien que ceux-ci soient souvent axés sur le contrôle du trafic routier et ne visent pas toujours à soutirer des paiements aux usagers de la route.

La propagation du JNIM vers le sud

La concentration et l'escalade du JNIM au Bénin étaient particulièrement inquiétantes en 2022, le groupe ayant pris le contrôle presque complet de la partie béninoise du parc W au troisième trimestre 2022. Cependant, le JNIM n'a pas encore été en mesure de faire autant de progrès dans le parc de la Pendjari, ni de déplacer les

gardes forestiers de l'organisation African Parks Network qui y sont stationnés.

Au Bénin, le JNIM a parfois fait preuve d'une violence inhabituelle à l'égard des communautés civiles qu'il aurait normalement tenté de gagner à sa cause. Le groupe a fait un usage généralisé de menaces à l'égard des communautés locales et, dans le département d'Atacora, au cours du deuxième trimestre 2022, le JNIM a procédé à des recrutements forcés.¹² De nombreux facteurs expliquent cette situation, mais une dynamique clé est que le JNIM n'a pas encore convaincu les communautés de la région qu'il est un gouverneur alternatif plausible. Contrairement à certaines régions du Burkina Faso, le JNIM n'a pas été en mesure de repousser complètement les forces de l'État ou les gardes forestiers hors du parc de la Pendjari et ne peut donc pas offrir aux civils un accès illimité au parc pour exploiter ses ressources naturelles, ni offrir aux contrebandiers une protection complète contre la surveillance du gouvernement. Les civils semblent donc moins enclins à coopérer avec le JNIM, ce qui signifie que ce dernier a eu recours à un comportement plus coercitif.

Le JNIM concentre de plus en plus ses efforts dans la province d'Alibori, au nord-est du Bénin. Les attaques revendiquées par l'EIGS dans la région pourraient en être une raison. L'EIGS ne semble pas être très présent au Bénin, et les observateurs ont décrit sa présence comme étant constituée de petites unités mobiles avec

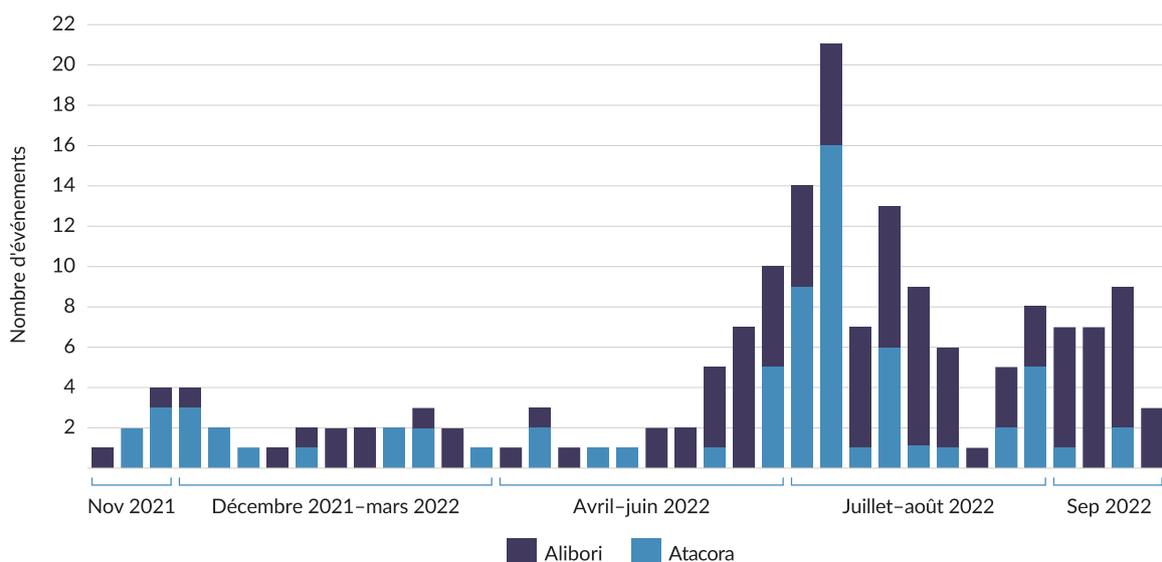


FIGURE 3 Événements liés aux conflits dans le nord du Bénin, de novembre 2021 à septembre 2022.

Source : ACLED et données supplémentaires (données supplémentaires ajoutées à partir de juin 2022), de Kars de Bruijne, Conflict in the Penta-border area, Clingendael, décembre 2022, <https://www.clingendael.org/publication/conflict-penta-border-area>.

un nombre limité de bases temporaires.¹³ Néanmoins, une interprétation de la récente montée de la violence dans l'Alibori est que le JNIM ne veut pas risquer que l'EIGS établisse une emprise plus solide dans le nord du Bénin, d'où il pourrait contester l'expansion du JNIM.¹⁴

Si l'on considère la trajectoire pour 2023, il ne fait aucun doute que le JNIM tirera parti de l'emprise qu'il a acquise dans le nord du Bénin pour tenter de repousser violemment tous les acteurs étatiques hors du complexe du parc national dans le nord. Les parcs nationaux constituent une base arrière idéale pour les groupes armés, étant donné leur éloignement et leur couverture naturelle.¹⁵ Si le JNIM parvient à libérer le complexe des forces de l'État et des gardes, il sera en mesure d'offrir aux communautés des avantages tangibles, ce qui pourrait aider le groupe à gagner le soutien local qu'il chercherait normalement à cultiver.

Cependant, le JNIM continuera à faire face à une pression soutenue de la part de l'EIGS, en particulier dans la zone des trois frontières, même si une certaine concurrence est également possible à Alibori. De même, il continuera à être confronté à une variété d'adversaires

armés. Les groupes d'autodéfense sont mobilisés par l'État dans tout le Burkina Faso, tandis qu'au Bénin, il est probable que les troupes rwandaises aident à soutenir la résistance de leur armée au JNIM. Ces facteurs pourraient avoir des conséquences importantes sur les relations du JNIM avec les civils.

Le JNIM tend à limiter la violence contre les civils à ceux qu'il soupçonne de collaborer avec l'État ou de s'opposer aux groupes armés. Une plus grande présence d'opposants armés augmentera toutefois sa crainte des collaborateurs, et pourrait entraîner une violence plus généralisée à l'égard des civils. En outre, la pression exercée par l'EIGS peut inhiber la capacité du JNIM à assurer l'ordre, la sécurité et l'accès aux économies illicites qui constituent la base de sa relation avec les civils. Dans le nord-est du Mali, la capacité du JNIM à organiser et à protéger les routes de transhumance a été diminuée par les offensives de l'EIGS à son encontre, ce qui est susceptible d'avoir un impact négatif sur ses relations avec les civils qui dépendent de ces routes. L'année 2023 sera donc un test de la crédibilité du JNIM en tant que fournisseur de gouvernance alternative.

Notes

- 1 Manon Laplace, *Mali : Le JNIM et Les Combattants Touaregs*, Côte à Côte Face à l'EIGS ?, *Jeune Afrique*, 1er novembre 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1389689/politique/mali-le-jnim-et-les-combattants-touaregs-cote-a-cote-face-a-leigs>.
- 2 Manon Laplace, *Sahel : entre Iyad Ag Ghali et Abu al-Bara al-Sahraoui, la guerre des (chefs) djihadistes*, *Jeune Afrique*, 17 octobre 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1385803/politique/sahel-entre-iyad-ag-ghali-et-abu-al-bara-al-sahraoui-la-guerre-des-chefs-jihadistes>.
- 3 Caleb Weiss, AQIM's imperial playbook: Understanding al-Qa'ida in the Islamic Maghreb's expansion into West Africa, *Combating Terrorism Center*, avril 2022, <https://ctc.westpoint.edu/aqims-imperial-playbook-understanding-al-qaida-in-the-islamic-maghrebs-expansion-into-west-africa/>.
- 4 Eleanor Beevor, JNIM in Burkina Faso: A strategic criminal actor, *GI-TOC*, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso>.
- 5 Entretien avec un responsable de la sécurité minière qui a des contacts réguliers avec les mineurs dans la zone de la forêt de Dida, Ouagadougou, 14 juillet 2022 ; Entretien avec un travailleur d'une ONG basée à Bobo Dioulasso, 7 décembre 2022, par téléphone.
- 6 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, *GI-TOC*, septembre 2022, <https://wea.globalinitiative.net/illlicit-hub-mapping/fr/map>.
- 7 Eleanor Beevor, JNIM in Burkina Faso: A strategic criminal actor, *GI-TOC*, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso>.
- 8 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, *GI-TOC*, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 9 Conversation avec un agent des forces de l'ordre au Burkina Faso, le 15 novembre 2022, par téléphone.
- 10 Conversation téléphonique avec un gestionnaire de la sécurité et de l'accès d'une ONG, 14 novembre 2022.
- 11 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, *GI-TOC*, septembre 2022, <https://wea.globalinitiative.net/illlicit-hub-mapping/fr/map>.
- 12 Conférence téléphonique avec un chercheur couvrant le nord du Bénin, 9 novembre 2022 ; conférence téléphonique avec un chercheur béninois étudiant les parcs nationaux, 30 novembre 2022.
- 13 Conférence téléphonique avec un chercheur couvrant le nord du Bénin, 9 novembre 2022.
- 14 Kars de Bruijne, *Conflict in the Penta-border area*, *Clingendael*, décembre 2022, <https://www.clingendael.org/publication/conflict-penta-border-area>.
- 15 Observatoire des Économies Illicites en Afrique de l'Ouest, À propos de ce numéro, *Bulletin de risque - Numéro 5*, *GI-TOC*, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/index.html>.

Les intérêts militaires, mercenaires et criminels de la Russie en Afrique de l'Ouest ont augmenté en 2022 et semblent devoir se développer en 2023.

Les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont eu des conséquences majeures sur l'engagement de la Russie dans le monde en 2022. L'Afrique de l'Ouest ne fait pas exception. La Russie cherche à accroître son implication politique en Afrique depuis l'invasion de la Crimée en 2014.¹ Mais à mesure que la Russie s'est isolée économiquement et politiquement sous le poids croissant des sanctions occidentales, l'importance de l'Afrique en tant que région stratégiquement significative dans laquelle la Russie doit s'engager, à la fois pour faciliter les opportunités commerciales (pour soutenir son économie nationale en difficulté) et pour courtiser ses alliés politiques, s'est accrue.

Dans le même temps, les sanctions occidentales - qui empêchent les entités visées d'accéder à une grande partie du système bancaire mondial et aux chaînes d'approvisionnement mondialisées - ont eu un effet perturbateur sur les intérêts commerciaux des oligarques russes en Afrique occidentale.² Par exemple, le

producteur aurifère russe Nordgold - qui a été placé sous sanctions ainsi que son ancien actionnaire principal, l'oligarque Alexey Mordashov - a dû trouver de nouveaux itinéraires pour exporter l'or de ses mines en Guinée et au Burkina Faso (où il a récemment reçu une nouvelle licence d'exploitation minière),³ qui passerait par Dubaï.⁴

Les économies illicites (et les « zones grises » juridiques ambiguës à travers lesquelles les acteurs criminels et les entités sanctionnées cherchent à se présenter publiquement comme légitimes) jouent également un rôle important dans ces querelles géopolitiques. Comme nous l'avons décrit dans le numéro de mars 2022 de ce bulletin, les entités russes sous sanctions en Afrique - qui sont principalement concentrées dans le secteur minier - pourraient se tourner vers des moyens illicites de transport de marchandises, de minéraux et d'argent pour passer sous le radar des sanctions internationales.⁵

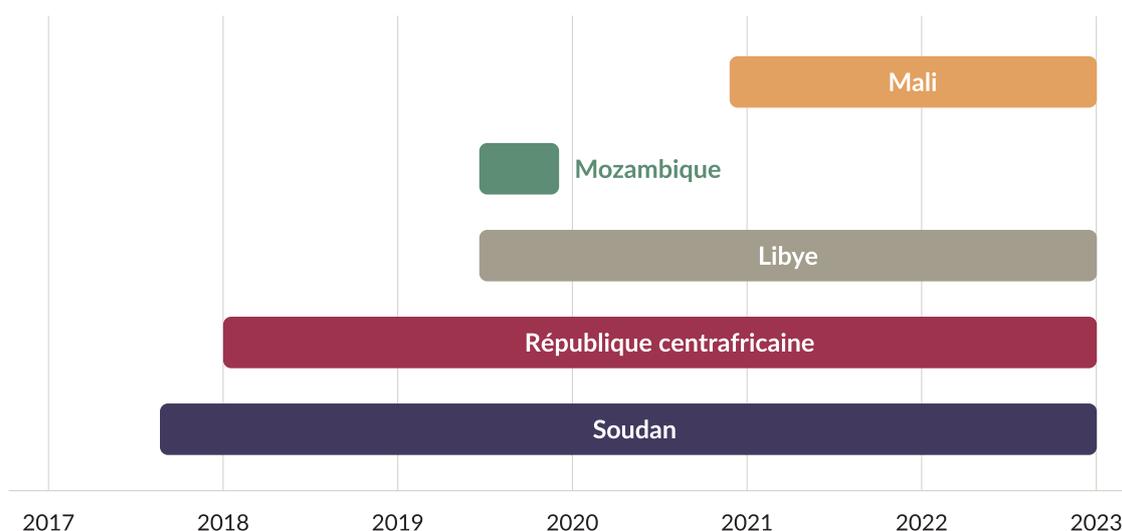


FIGURE 1 Chronologie de la présence du groupe Wagner en Afrique.

Remarque: Dates indicatives seulement

Source : GI-TOC

L'organisation mercenaire Wagner semble souvent travailler en tant que mandataire de l'État russe en Afrique, cherchant à poursuivre les intérêts de l'État russe et à perturber l'influence occidentale sur le continent.⁶ Fin janvier 2023, le gouvernement américain a pris une décision inhabituelle en désignant le groupe Wagner comme "organisation criminelle internationale" - une décision qui signale une nouvelle approche dans la définition et l'imposition de sanctions à l'égard de Wagner et ses facilitateurs. Le groupe serait impliqué dans des économies illicites, telles que la contrebande à l'échelle industrielle de ressources naturelles (notamment l'or), ce qui lui permet, tout comme probablement indirectement l'État russe, d'échapper aux sanctions.⁷ Ces activités sont décrites plus en détail dans un prochain rapport approfondi de la GI-TOC, intitulé « The grey zone: Russia's military, mercenary and criminal engagement in Africa ».

Mais le groupe Wagner est également responsable de violences grotesques à l'encontre de civils dans plusieurs pays africains. Au Mali, par exemple, les troupes du groupe Wagner auraient participé à une opération conjointe avec les forces armées maliennes en janvier 2022, au cours de laquelle une femme âgée a été brûlée vive à l'intérieur de sa maison après qu'un soldat a commencé à piller et à incendier des bâtiments.⁸ Ainsi, si l'implication de Wagner dans les économies illicites est importante en soi, l'enracinement du groupe dans les pays africains - principalement les régimes autoritaires - facilité par ses activités illicites ne fait que prolonger sa marge de manœuvre pour commettre des violations manifestes des droits de l'homme à l'encontre des civils.

Le groupe Wagner : un rôle accru dans les économies illicites ?

Contrôlé par un proche allié de Vladimir Poutine, Evgueni Prigojine, le groupe Wagner semble offrir un ensemble de services conçus pour séduire les dirigeants autocratiques : des troupes mercenaires qui peuvent aider à assurer le contrôle territorial, et des stratèges politiques qui peuvent manipuler et façonner le débat public en utilisant les médias sociaux et, parfois, la désinformation.⁹ En retour, comme le montrent divers exemples rapportés, le groupe Wagner cherche à obtenir des gains commerciaux, non seulement en espèces mais aussi en termes d'accès aux ressources naturelles, notamment minières, qu'il exploite par le biais d'un réseau complexe de sociétés liées.

Le groupe s'est rapidement développé en Afrique après son premier engagement militaire documenté sur le continent, lorsqu'environ 500 soldats ont été déployés au Soudan fin 2017.¹⁰ En 2022, les troupes du groupe Wagner ont été déployées en République centrafricaine (RCA), au Mali, en Libye et au Soudan. Parallèlement, les opérations d'influence politique de Wagner ont été actives dans plusieurs autres pays africains.

Le groupe Wagner a été accusé d'utiliser tous les moyens nécessaires - y compris des activités criminelles à grande échelle - pour atteindre ses objectifs apparents de gain commercial et de renforcement de l'influence russe.¹¹ Des ONG internationales, des experts indépendants et des experts des Nations unies, ainsi que les médias, ont tous porté des accusations contre le groupe : de l'utilisation aveugle de la violence contre les civils dans ses engagements militaires aux campagnes de désinformation et au truquage des élections, en passant par la contrebande de ressources naturelles à l'échelle industrielle.¹²

Par exemple, les opérations d'extraction d'or du groupe Wagner au Soudan et sa proximité avec les chefs militaires du pays sont utilisées pour effectuer de la contrebande d'or à grande échelle.¹³ Cette pratique se serait intensifiée depuis le début de la guerre avec l'Ukraine, afin de renforcer les réserves d'or de la Russie et de contrer les sanctions occidentales.¹⁴

République centrafricaine : dilution de la présence mais maintien de l'influence

La RCA est l'exemple le plus développé du modèle d'affaires du groupe Wagner en Afrique. Wagner a fourni au président Faustin-Archange Touadéra un soutien en matière de stratégie militaire et politique. Cela s'est avéré essentiel pour soutenir la présidence du Président Touadéra, en difficulté face à l'assaut des groupes rebelles, et a permis à Wagner de jouer un rôle de premier plan dans l'appareil de sécurité de la RCA. Les affrontements entre le personnel de Wagner et les groupes rebelles se sont poursuivis en 2022. En mars 2022, au moins sept personnes ont été tuées après que les troupes du groupe Wagner sont tombées dans une embuscade tendue par des militants du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, un groupe rebelle.¹⁵ Deux mois plus tôt, les Russes auraient été responsables du massacre de plus de 30 civils lors d'une opération prétendument ciblée contre le groupe rebelle Union for Peace.¹⁶ Les mercenaires ont, en effet, été accusés d'avoir tué et torturé des civils à plusieurs reprises.¹⁷

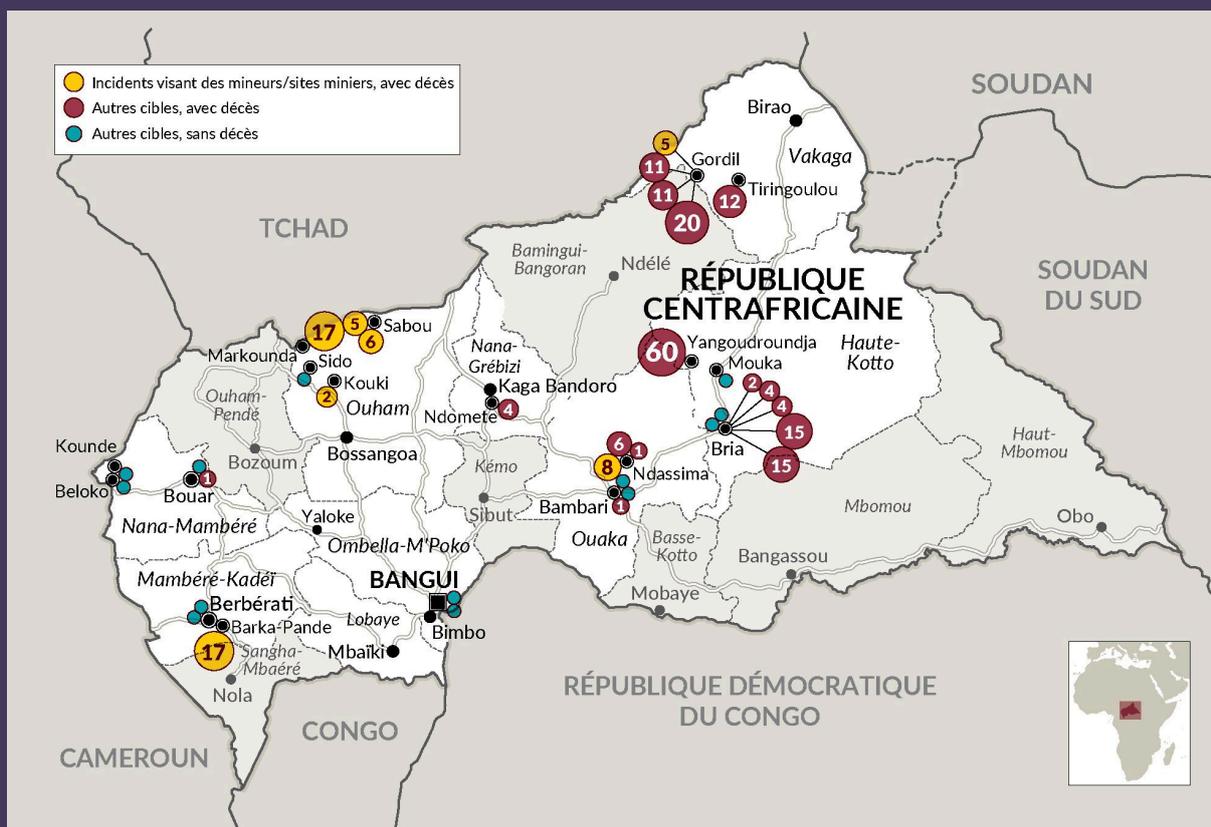


FIGURE 2 La violence de Wagner contre les civils en République centrafricaine, 2022.

Source : ACLED

En échange de ses services, le groupe Wagner semble avoir développé une large empreinte dans l'économie de la RCA, avec un accès aux ressources naturelles, telles que l'or, les diamants et le bois. Les entreprises liées à Wagner se sont vu accorder l'accès aux ressources naturelles par le gouvernement de la RCA, souvent en expropriant les droits existants accordés à d'autres entreprises.

En dehors des concessions minières dont le groupe Wagner a pu prendre le contrôle, le groupe a également été accusé de pillage et de contrebande de diamants et d'or. Dans la Lobaye, dès 2019, Wagner aurait acheté clandestinement des diamants à des collectionneurs locaux.¹⁸ Le groupe aurait également acheté de l'or et des diamants directement auprès de groupes rebelles.¹⁹ Ailleurs dans le pays, les troupes du groupe Wagner ont attaqué des communautés minières artisanales et confisqué des diamants et de l'or.²⁰ Par exemple, ils ont récemment été accusés de s'emparer par la force d'un

secteur diamantifère local dans une région de la RCA touchée par le conflit, par l'intermédiaire d'une société diamantaire que le groupe contrôlerait.²¹

Rien qu'au cours du premier semestre 2022, Wagner aurait mené des attaques contre des mines dans au moins six endroits différents en République centrafricaine - des attaques qui ressemblent davantage à des « raids de pillage » qu'à des tentatives stratégiques de sécurisation et d'extraction des ressources à moyen ou à court terme.²² En outre, il a été signalé que des ressortissants russes occupaient des postes de douane, y compris à la frontière entrant dans Garoua-Boulaï au Cameroun, un point de transit clé qui joue un rôle important dans les flux d'or, prétendument avec le consentement du gouvernement de la RCA.²³

À la lumière des ressources limitées résultant des besoins militaires en Ukraine, le groupe Wagner semble

chercher à extraire des rentes du plus grand nombre possible d'économies informelles et illicites. Selon une source des Nations Unies, le groupe chercherait à exploiter la migration annuelle du bétail vers la RCA depuis le Cameroun et le Tchad voisins, qui a lieu chaque année entre novembre et avril. On sait que les groupes armés en tirent des ressources substantielles, soit en se livrant directement au vol de bétail, soit en assurant la protection des éleveurs.²⁴

Le Mali : le dernier théâtre des opérations de Wagner

Depuis l'arrivée des premières troupes Wagner à Bamako en novembre 2021, au moins 1 000 soldats du groupe Wagner ont été déployés au Mali, principalement dans les régions centrales mais aussi plus loin.²⁵ Les relations entre l'armée malienne et la France, ancien principal partenaire international du Mali, se sont détériorées au point que Paris a mis fin à l'opération Barkhane, sa mission antiterroriste au Mali, à la mi-août 2022.²⁶ La Russie a semé un sentiment anti-français et pro-russe au Mali depuis plus de cinq ans, cultivé par une utilisation sophistiquée du soft power et des médias sociaux.²⁷ Mais la fin de l'opération Barkhane a ouvert une fenêtre d'opportunité pour un engagement militaire russe encore plus important au Mali.²⁸

Le groupe Wagner ne mène pas d'opérations seul, mais effectue des patrouilles aux côtés des forces armées maliennes et des milices d'autodéfense. Depuis leur arrivée au Mali, les mercenaires russes ont été impliqués à plusieurs reprises dans des opérations qui ont visé et tué des civils. En mars 2022, plusieurs centaines de civils ont été tués dans le village de Moura lors d'une attaque à laquelle aurait participé le groupe Wagner ; en octobre, le groupe a de nouveau été accusé d'un massacre de civils dans la même région centrale de Mopti.²⁹ Les groupes armés islamistes à travers le Sahel exploitent régulièrement les tensions intercommunautaires et les griefs contre le gouvernement, et le fait que les victimes du dernier massacre dans lequel les mercenaires russes sont impliqués appartenaient toutes à la communauté peule est susceptible de simplement exacerber ces griefs.³⁰ Alors que le JNIM poursuit son approche de recrutement pour gagner « les cœurs et les esprits », l'activité de Wagner a simplement « créé un terrain plus fertile pour de tels efforts de sensibilisation ».³¹

Wagner pourrait avoir le secteur des mines d'or du Mali dans sa ligne de mire. L'obtention de paiements par le biais de concessions minières fait partie d'une stratégie claire de Wagner adoptée par le groupe à travers une



Des chercheurs d'or à la mine d'or de Ndassima, à 40 kilomètres de Bambari, dans l'est de la République centrafricaine.

Photo : Thierry Bresillon/Anadolu Agency/Getty Images

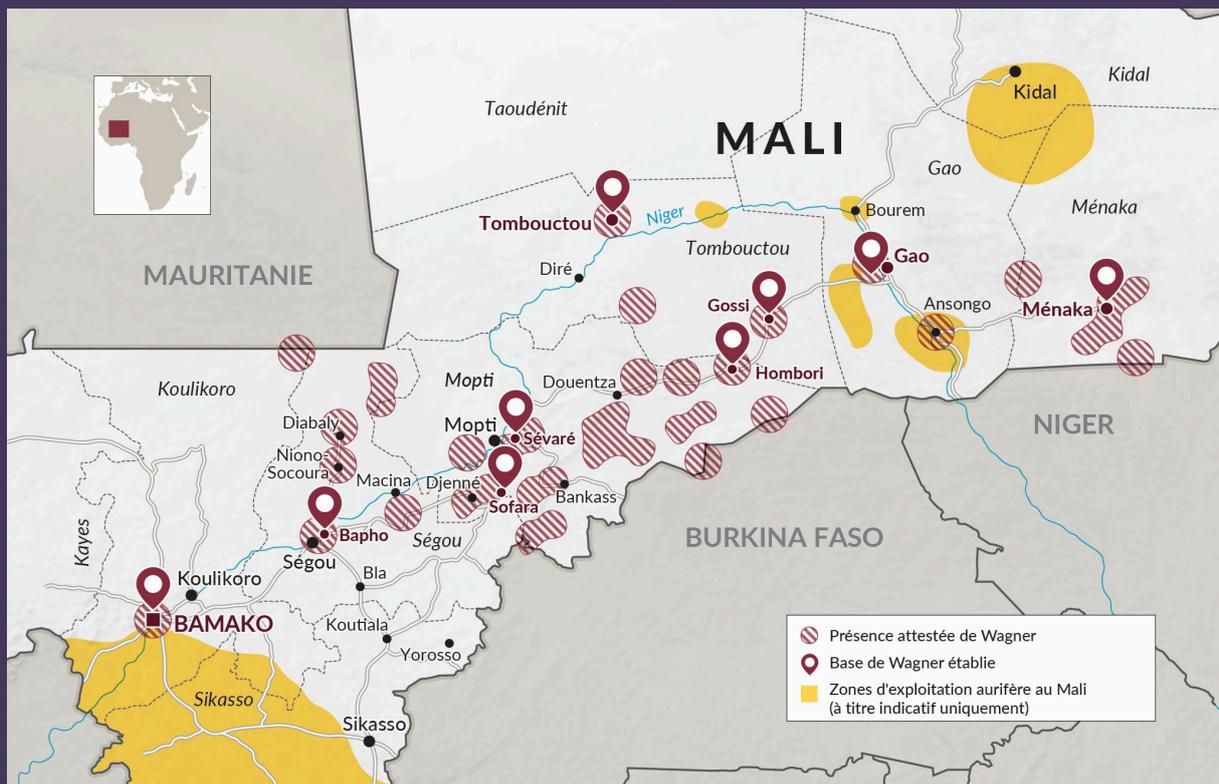


FIGURE 3 Les zones d'opération du groupe Wagner au Mali.

Source : GI-TOC, ACLED et MENASTREAM, adapté de Jules Duhamel, Areas of operation – Wagner Group (Mali), 24 juillet 2022, <https://julesduhamel.wordpress.com/2022/07/24/areas-of-operation-wagner-group-mali-2>.

série de ses engagements en Afrique ; si des stratégies similaires sont en cours au Mali, il est probable que de tels points d'entrée sont déjà exploités.³² L'absence d'informations publiques sur la manière dont Wagner a été payé par la junte malienne a suscité des spéculations selon lesquelles Wagner pourrait avoir accès à des concessions minières à l'avenir, comme autre forme de paiement. Alors que certaines enquêtes médiatiques ont affirmé que Wagner a établi des sociétés d'extraction d'or au Mali,³³ nos recherches n'ont pas été en mesure de vérifier ces affirmations de manière indépendante. Il reste à voir à l'avenir si, comme le prévoient les observateurs internationaux, Wagner développera au Mali les mêmes mécanismes d'exploitation des ressources minières et de contrebande qu'au Soudan et en RCA.³⁴

Où ira Wagner en 2023 ?

La guerre en Ukraine ne s'étant pas transformée en la victoire rapide à laquelle Poutine s'attendait, certaines troupes Wagner ont été retirées de leur déploiement en Afrique pour réorienter leurs forces vers l'Ukraine.³⁵ Les estimations officielles des observateurs locaux, des Nations Unies et du personnel diplomatique en RCA, par exemple, suggèrent que le nombre de troupes Wagner dans le pays a plus que diminué de moitié.³⁶ Cependant, la vulnérabilité du gouvernement centrafricain face aux forces rebelles signifie que les mercenaires restent une influence puissante dans l'appareil de sécurité de la RCA. En outre, la situation en Ukraine n'a pas empêché Wagner de déployer des troupes dans de nouveaux environnements tels que le Mali.

En fait, certains éléments suggèrent que Wagner pourrait chercher à s'étendre sur de nouveaux territoires. Au Burkina Faso, les événements entourant les coups d'État

de janvier et septembre 2022 ont alimenté les craintes occidentales de voir Wagner commencer à y opérer. Après le coup d'État de janvier, une autre société militaire privée russe - la Communauté des Officiers pour la Sécurité internationale (Officers Union for International Security, COSI)³⁷ - a publiquement proposé au nouveau gouvernement burkinabé des « instructeurs » militaires russes. La COSI représente les « instructeurs » militaires russes en RCA.³⁸

La question de savoir si le Burkina Faso allait s'aligner sur la France (son ancienne puissance coloniale) ou sur la Russie est devenue un élément central de l'agitation politique du pays. Lors de l'annonce du coup d'État de septembre sur la télévision d'État, les derniers dirigeants putschistes ont déclaré vouloir rechercher « d'autres partenaires [internationaux] prêts à nous aider dans notre lutte contre le terrorisme ».³⁹ Fin janvier 2023, le porte-parole du gouvernement Burkinabé a annoncé qu'ils accordaient un mois aux soldats des forces spéciales françaises pour quitter le pays.⁴⁰ Cette décision intervient peu de temps après la demande du départ de l'ambassadeur français au Burkina Faso par les autorités.⁴¹

Lors du dernier coup d'État, des centaines de manifestants à Ouagadougou ont agité des drapeaux russes, attaqué une ambassade et un centre culturel français,⁴² et brandi des drapeaux russes sur des véhicules blindés des Nations Unies.⁴³ Il s'agit d'une escalade d'autres manifestations pro-russes observées dans le sillage du coup d'État de janvier et dans les mois qui ont suivi.

Evgueni Prigojine a fait plusieurs déclarations de soutien à la suite des deux coups d'État.⁴⁴ Le coup d'État de septembre pourrait, selon certains analystes, constituer le premier cas où la Russie est directement à l'origine d'un coup d'État, au lieu de simplement en tirer parti.⁴⁵ D'autres, en revanche, ne sont pas du tout d'accord. Selon un analyste de sécurité burkinabé, par exemple, les allégations d'implication de la Russie dans le coup d'État de septembre sont « complètement fausses - le coup d'État était le résultat direct de la direction de [l'ancien président intérimaire] Damiba, qui était plus intéressé par le jeu politique et la réhabilitation de l'ancien régime ».⁴⁶ De plus, le ministre des affaires étrangères du Burkina

Faso a récemment nié toute relation entre Wagner et le gouvernement, invoquant que les forces armées ainsi que les Volontaires pour la défense de la patrie sont les « Wagner du Burkina Faso »,⁴⁷ dans une déclaration qui semble suggérer qu'ils n'ont aucune intention de chercher du soutien auprès de Wagner.

Si l'attention s'est surtout portée sur le Burkina Faso, les liens militaires de plus en plus étroits entre la Russie et d'autres pays de la région, comme le Cameroun, avec lequel la Russie a signé un accord militaire en avril 2022, ont également suscité l'inquiétude des acteurs occidentaux.⁴⁸ Les acteurs internationaux ne sont pas les seuls à s'inquiéter d'une éventuelle implication de Wagner dans la région. Le président du Ghana a publiquement prétendu que le Burkina Faso avait déjà conclu un accord avec les mercenaires, leur offrant une mine en échange de leurs services - des affirmations qui, toutefois, ne sont étayées par aucune preuve à ce jour et ont été démenties par les autorités burkinabées.⁴⁹

Néanmoins, compte tenu des ressources nécessaires pour financer et gérer la guerre en cours en Ukraine et des investissements importants au Mali, le groupe Wagner pourrait être trop dispersé pour étendre ses opérations à de nouveaux territoires, tels que le Burkina Faso, même s'il y est invité. Les rapports de Wagner recrutant dans les prisons russes depuis le milieu de l'année 2022 soulignent l'étendue de leurs ressources humaines limitées.⁵⁰ L'origine de la main-d'œuvre de Wagner sera donc une question importante à l'avenir.

D'un point de vue stratégique, on peut également s'attendre à ce que Wagner approfondisse son empreinte économique en Afrique de l'Ouest et en RCA en 2023, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme l'or et les diamants. Alors que la Russie continue d'être isolée économiquement par les sanctions, le maintien des flux d'or vers la Russie - obtenus par le réseau de sociétés de Prigojine ou passés en contrebande par les troupes de Wagner - assure une bouée de sauvetage économique.⁵¹ Dans le même temps, la présence russe dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest continue de contribuer, indirectement et dans certains cas directement, à l'instabilité croissante dans la région.

Cet article s'appuie sur les recherches d'un prochain rapport GI-TOC intitulé « The grey zone: Russia's military, mercenary and criminal engagement in Africa »,

rédigé avec le soutien de la Fondation Hanns Seidel. Si vous souhaitez recevoir le rapport complet lorsqu'il sera publié, veuillez vous inscrire ici.

Notes

- 1 Paul Stronski, Late to the party: Russia's return to Africa, Carnegie Endowment, octobre 2019, <https://carnegieendowment.org/2019/10/16/late-to-party-russia-s-return-to-africa-pub-80056>.
- 2 Marcena Hunter, Going for gold: Russia, sanctions and illicit gold trade, GI-TOC, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-sanctions-illicit-gold-trade>.
- 3 *Le Burkina Faso accorde à une compagnie russe le permis d'exploitation d'une nouvelle mine d'or*, *Le Monde*, 8 décembre 2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/12/08/le-burkina-faso-accorde-a-une-compagnie-russe-le-permis-d-exploitation-d-une-nouvelle-mine-d-or_6153527_3212.html.
- 4 Nordgold gets creative to refine its African gold in the Emirates, Africa Intelligence, 23 septembre 2022 ; Nordgold's golden airlift from Dinguiraye to Dubai, Africa Intelligence, 7 octobre 2022. Dubai abrite d'autres sociétés minières aurifères appartenant à des Russes et ayant des intérêts en Afrique, comme Emiral Resources, qui a des intérêts au Ghana, au Soudan et en Mauritanie ; voir : <https://emiral.com>. Africa Intelligence affirme qu'Emiral Resources aide Nordgold dans ses nouvelles voies d'exportation (mais nous n'avons pas confirmé cela de manière indépendante).
- 5 Observatoire des Économies Illicites en Afrique de l'Ouest, Re-examining Russia's presence in West Africa's gold sector, Bulletin de risque - Numéro 3, GI-TOC, mars 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-003/01-russias-presence-in-west-africas-gold-sector.html>.
- 6 Voir, par exemple, Bellingcat, Putin chef's kisses of death: Russia's shadow army's state-run structure exposed, 14 août 2020, <https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2020/08/14/pmc-structure-exposed> ; Jason Burke et Luke Harding, Leaked documents reveal Russian effort to exert influence in Africa, *The Guardian*, 11 juin 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/11/leaked-documents-reveal-russian-effort-to-exert-influence-in-africa>.
- 7 Voir, par exemple, Nima Elbagir et al, Russia is plundering gold in Sudan to boost Putin's war effort in Ukraine, CNN, 29 juillet 2022, <https://edition.cnn.com/2022/07/29/africa/sudan-russia-gold-investigation-cmd-intl/index.html>.
- 8 Catrina Doxsee et Jared Thompson, Massacres, executions, and falsified graves: The Wagner Group's mounting humanitarian cost in Mali, Center for Strategic and International Studies, mai 2022, <https://www.csis.org/analysis/massacres-executions-and-falsified-graves-wagner-groups-mounting-humanitarian-cost-mali>.
- 9 Voir, par exemple, Russia's Madagascar election gamble, BBC News Africa, 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=6wH64iztZMO>.
- 10 Vanda Felbab et Steven Pifer, Russia's Wagner Group in Africa: Influence, commercial concessions, rights violations, and counterinsurgency failure, Brookings, 8 février 2022, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2022/02/08/russias-wagner-group-in-africa-influence-commercial-concessions-rights-violations-and-counterinsurgency-failure>.
- 11 Russia is plundering gold in Sudan to boost Putin's war effort in Ukraine, CNN, 29 juillet 2022, <https://edition.cnn.com/2022/07/29/africa/sudan-russia-gold-investigation-cmd-intl/index.html>. Voir également Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, RCA: Experts alarmed by government's use of 'Russian trainers', close contacts with UN peacekeepers, Communiqué de presse, 31 mars 2021, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/03/car-experts-alarmed-governments-use-russian-trainers-close-contacts>.
- 12 Voir, par exemple, Human Rights Watch, Central African Republic: Abuses by Russia-linked forces, mai 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/05/03/central-african-republic-abuses-russia-linked-forces>. Voir également, Catrina Doxsee et Jared Thompson, Massacres, executions, and falsified graves: The Wagner Group's mounting humanitarian cost in Mali, Center for Strategic and International Studies, mai 2022, <https://www.csis.org/analysis/massacres-executions-and-falsified-graves-wagner-groups-mounting-humanitarian-cost-mali>.
- 13 Russia is plundering gold in Sudan to boost Putin's war effort in Ukraine, CNN, 29 juillet 2022, <https://edition.cnn.com/2022/07/29/africa/sudan-russia-gold-investigation-cmd-intl/index.html>.
- 14 Tom Collins, How Putin prepared for sanctions with tonnes of African gold, *The Telegraph*, 3 mars 2022, <https://www.telegraph.co.uk/global-health/terror-and-security/putin-prepared-sanctions-tonnes-african-gold>.
- 15 The Signal Room, Russian contractors ambushed in Mbomou prefecture, Incident Briefings, 8 mars 2022.
- 16 UN probing alleged killings by CAR forces, Russia mercenaries, Al Jazeera, 22 janvier 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/22/un-probing-alleged-killings-by-car-forces-russia-paramilitaries>.
- 17 Human Rights Watch, République centrafricaine: Abuses by Russia-linked forces, 3 mai 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/05/03/central-african-republic-abuses-russia-linked-forces>.
- 18 Entretien avec un homme d'affaires local, Bangui, 2019.
- 19 The Sentry, State of prey: Proxies, predators, and profiteers in the Central African Republic, octobre 2020, <https://thesentry.org/reports/state-of-prey>. Wagner aurait fait des affaires avec un ancien chef de guerre/contrebandier de diamants nommé Abdoulaye Hissène ; pour son profil, lire The Sentry, Fear, inc.: War profiting in the Central African Republic and the bloody rise of Abdoulaye Hissène, novembre 2018, <https://thesentry.org/reports/fear-inc>.
- 20 *Les mercenaires Wagner en Centrafrique: des diamants et des exactions*, *La Croix*, <https://www.la-croix.com/Monde/mercenaires-Wagner-Centrafrique-diamants-exactions-2022-02-27-1201202388> ; *Racket et vol, la gaffe des mercenaires de Wagner à Kouki traumatise la population*, Corbeau News, 11 septembre 2022, <https://corbeau-news-centrafrique.org/racket-et-vol-la-gaffe-des-mercenaires-de-wagner-a-kouki-traumatise-la-population>.
- 21 Josef Skrdlik, Report: Wagner mercenaries profit from Central Africa's blood diamonds, OCCRP, 7 décembre 2022, <https://www.occrp.org/en/daily/17129-report-wagner-mercenaries-profit-from-central-africa-s-blood-diamonds>.
- 22 Jason Burke et Zeinab Mohammed Salih, Russian mercenaries accused of deadly attacks on mines on Sudan-CAR border, *The Guardian*, 21 juin 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/21/russian-mercenaries-accused-of-deadly-attacks-on-mines-on-sudan-car-border>.
- 23 Intervention d'un spécialiste sur l'influence de la Russie en RCA lors d'un événement sur les règles de Chatham House, juin 2022.
- 24 Entretien avec des membres du personnel de l'ONU, Paris, septembre 2022.
- 25 Carte des opérations Wagner au Mali en date du 15 juillet 2022 partagée par l'analyste géospatial Jules Dechamel, Twitter, 24

- juillet 2022, <https://twitter.com/julesdhl/status/1551287276667273218/photo/1>.
- 26 Ministère des armées, Opération Barkhane, <https://www.defense.gouv.fr/operations/operations/operation-barkhane>.
 - 27 Peter Apps, With arms and Facebook, Russia is entrenched in Mali, *The Arab Weekly*, 23 avril 2022, <https://the arabweekly.com/arms-and-facebook-russia-entrenched-mali>.
 - 28 Il convient également de noter que cette capacité de la Russie à combler le vide sécuritaire laissé par la France s'appuie sur un partenariat militaire de longue date entre la Russie et le Mali, puisque plus de 80 % des armements du pays sont d'origine russe. Voir *Le Mali reçoit quatre hélicoptères et des armes de la Russie*, France 24, 1er octobre 2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20211001-le-mali-recoit-quatre-helicopteres-et-des-armes-de-la-russie>.
 - 29 Paul Lorgerie, Mali massacre survivors say white mercenaries involved in killings, Reuters, 14 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/afrika/mali-massacre-survivors-say-white-mercenaries-involved-killings-2022-04-14>.
 - 30 Jason Burke, Russian mercenaries accused of civilian massacre in Mali, *The Guardian*, 1er novembre 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/nov/01/russian-mercenaries-accused-of-civilian-massacre-in-mali>.
 - 31 Wassim Nasr, How the Wagner Group is aggravating the jihadi threat in the Sahel, *CTC Sentinel*, 15, 11, 2022, <https://ctc.westpoint.edu/how-the-wagner-group-is-aggravating-the-jihadi-threat-in-the-sahel>, p 25.
 - 32 Raphael Parens, The Wagner Group's playbook in Africa: Mali, Foreign Policy Research Institute, mars 2022, <https://www.fpri.org/article/2022/03/the-wagner-groups-playbook-in-africa-mali>.
 - 33 Benjamin Roger et Mathieu Olivier, *Wagner au Mali : enquête exclusive sur les mercenaires de Poutine*, *Jeune Afrique*, 18 février 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1314123/politique/wagner-au-mali-enquete-exclusive-sur-les-mercenaires-de-poutine>. Voir également Pierre-Elie de Rohan Chabot et Christophe Le Bec, Western companies brace for a hit as Bamako launches gold mining audit, *Africa Intelligence*, 9 novembre 2022, <https://www.africaintelligence.com/west-afrika/2022/11/09/western-companies-brace-for-a-hit-as-bamako-launches-gold-mining-audit,109843135-eve>.
 - 34 En RCA, par exemple, des troupes qui seraient liées à Wagner auraient pris le contrôle de mines dont les concessions appartiennent officiellement à d'autres, en l'occurrence des entreprises chinoises. Voir Chief Bisong Etahoben, Chinese and Russians clash at mining sites in Central African Republic, *HumAngle*, 1er mai 2021, <https://humanglemedia.com/chinese-and-russians-clash-at-mining-sites-in-central-african-republic>.
 - 35 Cyril Bensimon, Russia's involvement in the Central African Republic disrupted by the war in Ukraine, *Le Monde*, 31 mars 2022, https://www.lemonde.fr/en/international/article/2022/03/31/russia-s-involvement-in-the-central-african-republic-disrupted-by-the-war-in-ukraine_5979446_4.html ; Russia reduces number of Syrian and Wagner troops in Libya, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/88ab3d20-8a10-4ae2-a4c5-122acd6a8067>.
 - 36 Entretiens à distance avec des observateurs locaux, des membres du personnel des Nations Unies et du personnel diplomatique, Bangui, août 2022.
 - 37 Elle est souvent désignée dans les rapports publics par la traduction française de son nom, Communauté des Officiers pour la Sécurité Internationale voir <https://officersunion.org/ru>.
 - 38 Communauté des Officiers pour la Sécurité Internationale ; voir <https://officersunion.org/ru>.
 - 39 Danouma Ismael Traore, Twitter, 1er octobre 2022, https://twitter.com/Danoumis_Traore/status/1576223589208330240?s=20&t=9_Ga-gp1Hkztz3sisRHMIQ.
 - 40 Burkina Faso confirms it has ended French military accord, Al Jazeera, 23 January 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/1/23/burkina-faso-ends-french-military-accord-says-will-defend-itself>.
 - 41 Burkina Faso's military junta asks France to recall ambassador, France24, 3 January 2023, <https://www.france24.com/en/afrika/20230103-burkina-faso-s-military-regime-orders-french-ambassador-to-leave>.
 - 42 Jason Burke, Burkina Faso coup fuels fears of growing Russian mercenary presence in Sahel, *The Guardian*, 3 octobre 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/oct/03/burkina-faso-coup-fears-growing-russian-mercenary-presence-sahel-north-africa>.
 - 43 Henry Wilkins, Twitter, 6 octobre 2022, https://twitter.com/Henry_Wilkins/status/1578096714744930305?s=20&t=NUVV2eO4OBFOqJrZ9rAMnA.
 - 44 Plus récemment, en septembre, Evgueni Viktorovitch Prigojine a décrit le chef du coup d'État, Ibrahim Traoré, comme « un fils de sa patrie vraiment digne et courageux » et a noté que le peuple burkinabé se débarrassait du joug du colonialisme. Voir Кенка Пригожина, Telegram, 1er octobre 2022, https://t.me/Prigozhin_hat/1736.
 - 45 Sam Mednick, Russian role in Burkina Faso crisis comes under scrutiny, AP News, 18 octobre 2022, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-africa-france-west-a6384d7134e8688c367a68721f657857>.
 - 46 Entretien avec un analyste de sécurité burkinabé, décembre 2022, par téléphone.
 - 47 "Nos soldats et nos VDP sont le Wagner du Burkina" (Ministre), APA News, 24 January 2023, <http://www.apanews.net/mobile/uneInterieure.php?id=4969125>.
 - 48 Cameroon signs agreement with Russia in further boost to military ties, RFI, 22 avril 2022, <https://www.rfi.fr/en/afrika/20220422-cameroon-signs-agreement-with-russia-in-further-boost-to-military-ties-wagner-ukraine>.
 - 49 Entretien avec un analyste de sécurité burkinabé, décembre 2022, par téléphone. Voir aussi *Burkina-Russie: Aucune mine n'a été cédée à Wagner, assure le ministre des mines, Simon-Pierre Boussim*, *LeFaso.net*, 20 décembre 2022, <http://lefaso.net/spip.php?article118282>, et Lalla Sy, Groupe Wagner: Burkina Faso anger over Russian mercenary link, *BBC News*, 16 décembre 2022, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-63998458>.
 - 50 Pjotr Sauer, « We thieves and killers are now fighting Russia's war »: How Moscow recruits from its prisons, *The Guardian*, 20 septembre 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/sep/20/russia-recruits-inmates-ukraine-war-wagner-prigozhin>.
 - 51 Marcena Hunter, Going for gold: Russia, sanctions and illicit gold trade, *GI-TOC*, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-sanctions-illicit-gold-trade>.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse Lyes.Tagziria@globalinitiative.net.

À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME